

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

31 octobre 2023

NOTE DE POLITIQUE GÉNÉRALE (*)

Solidarité internationale

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

31 oktober 2023

BELEIDSNOTA (*)

Internationale Solidariteit

Voir:

Doc 55 3649/ (2023/2024):

001: Liste des notes de politique générale.
002 à 020: Notes de politique générale.

(*) Conformément à l'article 111 du Règlement.

Zie:

Doc 55 3649/ (2023/2024):

001: Lijst van Beleidsnota's.
002 tot 020: Beleidsnota's.

(*) Overeenkomstig artikel 111 van het Reglement.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de nummering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beige-gekleurd papier)

INTRODUCTION

Seule la solidarité internationale permettra de relever les Grands Défis

Nous vivons dans un monde incertain, l'actualité quotidienne ne nous le montre que trop bien. Il y a quelques semaines à peine, nous avons regardé avec effroi et douleur les images horribles d'Israël et de Palestine: des milliers de victimes civiles, des hôpitaux en ruine, des personnes désespérées qui fuient. De plus, la guerre destructrice en Ukraine s'éternise et ses conséquences dépassent largement les frontières de l'Europe. La crise climatique se poursuit invariablement et s'accélère, avec des phénomènes météorologiques toujours plus nombreux et extrêmes qui nous touchent. Les tentatives des djihadistes d'établir un nouveau Califat au Sahel déstabilisent toute la région, ce qui entraîne notamment des coups d'État militaires. Un récent rapport de la Banque mondiale souligne le ralentissement de la croissance en Afrique subsaharienne en 2023. Le fardeau de la dette, quant à lui, augmente, au détriment des investissements sociaux pour les populations démunies. En conséquence, le désespoir et la recherche d'une vie meilleure poussent de nombreuses personnes à tenter la dangereuse traversée vers l'Europe avec de petites embarcations.

La "multicrise" a rendu le contexte de notre solidarité internationale plus complexe, ce qui nous oblige à apporter régulièrement des ajustements pour continuer à affecter nos ressources de la meilleure façon possible. Les changements rapides et la concurrence géopolitique croissante, en particulier à l'intérieur et autour de l'Afrique, exigent de notre part plus de flexibilité que jamais pour pouvoir répondre à l'évolution des besoins et des situations dans les années à venir.

La Solidarité Internationale belge ne fait pas de choix faciles. Nous intervenons principalement là où les besoins sont très grands. Les pays de la région du Sahel, par exemple, comme le Niger, comptent parmi les pays les plus pauvres du monde. De nombreux conflits et défis s'y superposent. Les effets de la crise climatique se font de plus en plus tangibles et visibles. La raréfaction des ressources telles que l'eau, les terres fertiles et les pâturages pour le bétail menace les moyens de subsistance des populations, ce qui entraîne des conflits et crée un terrain propice aux groupes extrémistes. La démocratie, l'État de droit et les droits humains sont loin d'y être une évidence.

L'instabilité croissante en Afrique s'accompagne d'un sentiment anti-occidental grandissant et d'un recul du poids économique et politique relatif de l'Europe. Le G77 et les BRICS se méfient de l'Europe et en particulier

INLEIDING

De Grote Uitdagingen aanpakken kan maar door Internationale Solidariteit

We leven in een onzekere wereld, dat bewijzen de nieuwsberichten ons elke dag opnieuw. Nog maar enkele weken geleden keken we met afschuw en pijn naar de gruwelijke beelden in Israël en Palestina: duizenden burgerslachtoffers, ziekenhuizen in puin, mensen ten einde raad en op de vlucht. Ook de destructieve oorlog in Oekraïne sleept aan met gevolgen ver buiten de grenzen van Europa. De klimaatcrisis zet zich onverminderd en versneld verder, met steeds meer en extremere weerfenomenen die ons treffen. De pogingen van de jihadisten om in de Sahel een nieuw Kalifaat te stichten destabiliseren de hele regio, met onder meer militaire coups als gevolg. Een recent rapport van de Wereldbank benadrukt hoe de groei in 2023 in sub-Sahara Afrika dan ook vertraagt. Wat wél groeit is de schuldenlast wat ten koste gaat van sociale investeringen voor de noodlijdende bevolkingen. Wanhoop en de zoektocht naar een beter leven drijft veel mensen naar bootjes om de gevaarlijke oversteek naar Europa te maken.

De zogenaamde 'multi-crisis' heeft de context van onze internationale solidariteit complexer gemaakt waardoor we geregeld moeten bijsturen om onze middelen zo goed mogelijk te blijven inzetten. De snelle veranderingen en de toenemende geopolitieke competitie, met name in en om Afrika, vereisen van ons meer dan ooit flexibiliteit om de komende jaren hierop in te kunnen spelen op de veranderende noden en situaties.

De Belgische Internationale Solidariteit maakt geen eenvoudige keuzes. Wij zijn vooral actief waar de noden zeer hoog zijn. De landen in de Sahel-regio bijvoorbeeld, zoals Niger, behoren tot de armste landen ter wereld. Veel conflicten en uitdagingen overlappen elkaar daar. De gevolgen van de klimaatcrisis worden er steeds tastbaarder en zichtbaarder. De schaarste van de hulpbronnen zoals water, vruchtbare grond en weidegrond voor vee bedreigen het levensonderhoud van mensen, wat leidt tot conflicten en een voedingsbodemp biedt voor extremistische groepen. Democratie, rechtsstaat en mensenrechten zijn er verre van vanzelfsprekend.

Toenemende instabiliteit in Afrika gaat gepaard met een groeiend antiwesters sentiment en met een afnemend relatief economisch en politiek gewicht van Europa. De G77 en de BRICS-landen kijken met argwaan naar

des anciennes puissances coloniales. La Chine et la Russie jouent un rôle cynique à cet égard, en plaçant leurs intérêts cyniques au premier plan et en ignorant les droits humains universels et fondamentaux.

Mais l'Europe et la Belgique ne doivent pas tirer les mauvaises conclusions de ces crises. Nous choisissons très consciemment de ne pas nous retrancher derrière des murs imaginaires, mais de nous efforcer, avec nos partenaires, d'améliorer les conditions de vie difficiles et de contribuer de cette manière à la stabilité. De plus, notre pays est l'un des plus ouverts au monde. Nous dépendons du développement des autres pour notre propre prospérité, notre bien-être et notre sécurité. Dès lors, au-delà du principe de solidarité, une croissance durable et inclusive à l'échelle mondiale est également dans notre intérêt.

Par conséquent, nous ne trouverons pas de solution à la crise climatique et aux catastrophes qui en découlent en réduisant la solidarité climatique. Nous ne pouvons pas empêcher de nouvelle pandémie avec moins de multilatéralisme et moins de coopération. Nous ne parviendrons pas à mieux organiser les flux migratoires avec des *push-backs*. La solidarité internationale est essentielle si nous voulons contribuer à un meilleur avenir pour les populations du Sud. Lorsqu'ils ont la perspective d'un emploi, d'une éducation, d'un environnement vivable et de soins de santé, nous en tirons également les bénéfices. C'est pourquoi tant les pays du Sud que les pays du Nord un intérêt commun et un objectif conjoint de relever les Grands Défis. Sans solidarité internationale, nous ne pourrions jamais les résoudre.

Dans ce cadre, nous nous basons – avec fierté – sur des valeurs que nous partageons tous et que nous avons établies ensemble il y a 75 ans. Les droits humains universels ne sont ni négociables ni divisibles, ils constituent la base d'une existence dans la dignité pour chacun et chacune d'entre nous. Ils sont au cœur de notre politique de solidarité internationale.

1. Nous œuvrons aux fondements de l'État-providence

Je considère l'édification des fondements de l'État-providence dans le monde comme l'une des tâches essentielles de la solidarité internationale. En effet, l'État-providence est la base d'un environnement dans lequel les citoyens peuvent bâtir leur avenir et dans lequel les communautés deviennent résilientes. Pour moi, ces fondements sont les soins de santé et l'enseignement.

Europa en in het bijzonder naar de voormalige koloniale machten. China en Rusland proberen hun invloed te vergroten, zetten een cynisch eigenbelang op het voorplan en negeren universele en fundamentele mensenrechten.

Maar Europa en België mogen niet de verkeerde conclusies trekken uit deze crisissen. We kiezen er heel bewust voor om ons niet terug te trekken achter denkbeeldige muren maar zetten ons met onze partners in om de moeilijke levensomstandigheden te verbeteren en zo bij te dragen aan stabiliteit. Ons land is bovendien één van de meest open landen ter wereld. We zijn afhankelijk van de ontwikkeling van anderen voor onze eigen welvaart, ons eigen welzijn en onze eigen veiligheid. Duurzame en inclusieve groei wereldwijd is dus – naast de solidariteitsgedachte - ook in ons eigen belang.

Een oplossing voor de klimaatcrisis, en de rampen die daaruit voortkomen, gaan we dan ook niet vinden door minder klimaatsolidariteit. Een volgende pandemie gaan we niet kunnen tegenhouden door minder multilateralisme en minder samenwerking. Een betere en menselijkere organisatie van de migratiebewegingen gaan we niet bereiken door *push-backs*. Internationale solidariteit is van essentieel belang als we willen bijdragen aan een betere toekomst voor de bevolking in het Globale Zuiden. Wanneer zij uitzicht hebben op jobs, onderwijs, een leefbare omgeving en gezondheidszorg, dan varen wij daar ook wel bij. Zowel het Globale Noorden als het Globale Zuiden hebben dus een gedeeld belang en een gezamenlijk doel in het aanpakken van de Grote Uitdagingen. Zonder internationale solidariteit kunnen we ze nooit oplossen.

Daarbij vertrekken we – met trots – van waarden die we allen delen en 75 jaar geleden gezamenlijk hebben vastgelegd. De universele mensenrechten zijn niet onderhandelbaar of deelbaar, ze vormen de basis voor een menswaardig bestaan voor ieder van ons. Dit vormt de kern van ons beleid voor internationale solidariteit.

1. We bouwen aan de fundamenten van de welvaartsstaat

Ik beschouw het bouwen aan de fundamenten van de welvaartsstaat wereldwijd als één van de kerntaken van internationale solidariteit. Die welvaartsstaat vormt immers de basis voor een omgeving waarin mensen aan hun eigen toekomst kunnen werken en waarin gemeenschappen weerbaar worden. Voor mij zijn deze fundamenten de gezondheidszorg en het onderwijs.

Soins de santé

La pandémie de COVID-19 nous a appris deux leçons. La première est que les agents pathogènes tels que les virus ne s'arrêtent pas aux frontières nationales et que, par conséquent, notre propre santé dépend également de l'étranger. Deuxièmement, la pandémie nous a obligés à nous rendre à l'évidence: des soins de santé efficaces et accessibles sont ce que nous avons de plus précieux quand c'est vraiment nécessaire. C'est également pour cette raison que la promotion de la couverture maladie universelle est une priorité établie de la Solidarité internationale belge. Je continuerai à travailler sur ce point de manière ciblée dans ma politique. En outre, notre pays dispose d'une expérience et d'une expertise particulièrement grandes en matière de soins de santé et constitue donc un partenaire idéal pour le secteur de la santé dans les pays en développement. La santé et les droits sexuels et reproductifs – tout comme la lutte contre la violence fondée sur le genre – restent également une question très importante.

Au travers d'Enabel, nous œuvrons, par exemple, au renforcement de la couverture maladie universelle et de la santé et des droits sexuels et reproductifs au Sénégal, au Bénin, en RD Congo, au Niger, en Guinée, en Ouganda, au Burundi et au Rwanda. Grâce à notre coopération, 400.000 Sénégalais bénéficient désormais d'une couverture maladie universelle, près de 5.000 prestataires de soins burundais sont prêts pour la révolution numérique en matière de santé et plus de 65.000 Nigériens ont accès à des services pour leur santé sexuelle et reproductive. Au Bénin et au Rwanda, nous prévoyons de lancer prochainement de nouveaux programmes pour encore renforcer le système de santé. Grâce à nos partenaires non gouvernementaux tels que Médecins sans Vacances, la Croix-Rouge, Médecins du Monde et l'Institut de médecine tropicale, nous contribuons également à un système de soins de santé solide.

Pendant la pandémie de COVID-19, nous avons fait preuve de solidarité avec nos pays partenaires pour lutter immédiatement contre le virus dans ces pays également. Au total, nous avons donné 11 millions de doses de vaccins contre le COVID-19 à 18 pays, principalement des pays à faible revenu en Afrique, par le biais du mécanisme COVAX, grâce à la coopération avec l'Organisation mondiale de la Santé, l'UNICEF et Gavi. La Belgique continuera aussi à fournir des vaccins jusqu'en 2026, en collaborant avec Gavi, qui intégrera le mécanisme COVAX dans son fonctionnement à partir du 1^{er} janvier.

Toutefois, nous nous efforçons également de répondre aux besoins à plus long terme. En effet, plus de 10 projets belges, au travers de notre coopération bilatérale et

Gezondheidszorg

De COVID-19-pandemie heeft ons twee lessen geleerd. De eerste is dat ziekteverwekkers zoals virussen zich niet aan landsgrenzen houden en onze eigen gezondheid dus ook afhangt van het buitenland. Ten tweede drukte de pandemie ons met de neus op de feiten: een goed werkende en toegankelijke gezondheidszorg is het kostbaarste wat we hebben wanneer het er echt toe doet. De bevordering van universele gezondheidszorg is een gevestigde prioriteit van de Belgische Internationale Solidariteit. Ik werk hier doelgericht op verder in mijn beleid. Ons land heeft bovendien een bijzonder grote ervaring en expertise in gezondheidszorg en is daarom een zeer geschikte partner voor de gezondheidssector in ontwikkelingslanden. Seksuele en reproductieve gezondheid en rechten – net als de strijd tegen gendergerelateerd geweld – blijft een zeer belangrijk aandachtspunt.

Zo werken we via Enabel in Senegal, Benin, DR Congo, Niger, Guinée, Oeganda, Burundi en Rwanda aan het versterken van de universele gezondheidszorg en seksuele en reproductieve gezondheid en rechten. Dankzij onze samenwerking hebben nu 400.000 Senegalezen universele toegang tot gezondheidszorg, zijn bijna 5.000 Burundese zorgverleners klaar voor de digitale gezondheidsrevolutie en hebben meer dan 65.000 Nigerezen toegang tot dienstverlening voor hun seksuele en reproductieve gezondheid. In Benin en Rwanda plannen we nieuwe programma's te lanceren waarbij het gezondheidssysteem verder zal versterkt worden. Ook via onze niet-gouvernementele partners zoals Artsen zonder Vakantie, het Rode Kruis, Médecins du Monde en het Instituut voor Tropische Geneeskunde, dragen we bij tot een robuust gezondheidszorgsysteem.

In de COVID-19-pandemie hebben we solidariteit getoond met onze partnerlanden om ook daar meteen het virus te bestrijden. In totaal hebben we 11 miljoen dosissen COVID-vaccins gedoneerd aan 18 landen, vooral lage inkomenslanden in Afrika, via het mechanisme COVAX, dankzij samenwerking met de Wereldgezondheidsorganisatie, UNICEF en Gavi. België zal ook tot 2026 vaccins blijven voorzien. Hierbij zal worden samengewerkt via Gavil, dat vanaf 1 januari het COVAX-mechanisme in haar werking opneemt.

We zetten ons echter ook hard in voor de noden op de langere termijn. Meer dan 10 Belgische projecten, via onze bilaterale en multilaterale samenwerking, zetten

multilatérale, s'investissent dans le développement et la production décentralisés de vaccins et autres médicaments en Afrique. Cela signifie la création et le partage de connaissances, l'emploi et l'échange qui contribuent tous à une Afrique plus saine. Nous ne le faisons pas seuls, mais conjointement avec d'autres donateurs dans un cadre multilatéral. La Belgique joue également un rôle de premier plan dans l'initiative européenne pour relever la production de vaccins en Afrique (MAV+). Nous contribuons ainsi de manière substantielle à l'objectif de l'Union africaine de produire elle-même la plupart de ses vaccins d'ici 2040.

Néanmoins, le droit à la santé est mis à rude épreuve dans le monde entier. Si nous ne changeons rien, en 2030, 730 millions de personnes ne seront toujours pas suffisamment protégées par des soins de santé universels. Le coût des soins de santé plonge chaque année 100 millions de personnes dans la pauvreté. Nous avons donc augmenté de manière significative nos contributions à l'Organisation mondiale de la Santé et nous restons également engagés dans des partenariats avec l'ONUSIDA, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (GFATM) et le UNFPA, par le biais d'un financement de base et d'une coopération additionnelle affectée.

C'est pourquoi j'ai fait de la couverture maladie universelle le thème principal de notre présidence belge de l'Union européenne en 2024. L'accent sera mis sur le partenariat avec l'Afrique. L'importance et l'accès aux droits et à la santé sexuels et de procréation et reproductifs, aussi sensibles que ce soit au niveau international et intra-européen, je continuerai à les défendre fermement et à les poursuivre dans le cadre de nos activités. Ces thèmes seront abordés, non seulement au niveau technique, mais aussi au niveau politique, lors de divers événements, où nous viserons un rapprochement avec d'autres ministres européens, la Commission, l'Union africaine et les partenaires africains, ainsi que des acteurs multilatéraux et de la société civile du monde entier.

Aujourd'hui, l'Union africaine prend déjà des mesures en faveur de l'intégration en matière de santé et l'Union européenne ne peut que s'en réjouir. Une Agence africaine des médicaments, comme il en existe une en Europe, doit permettre un marché libre de produits de santé sûrs. Pendant la Présidence, la Belgique pèsera de tout son poids pour que cette agence voie le jour par le biais de l'UE, mais aussi par des moyens de coopération propres.

En 2024, je continuerai également à examiner si nous pouvons mettre en place de nouveaux *debt swaps* avec nos pays partenaires à l'intersection du climat et de la santé. En effet, le *debt-for-climate swap* au Mozambique

zich in voor de decentrale ontwikkeling en productie van vaccins en andere medicijnen in Afrika. Dat betekent kenniscreatie, kennisdeling, tewerkstelling en uitwisseling die allemaal bijdragen tot een gezonder Afrika. Dat doen we niet alleen, dat doen we samen met andere donoren in een multilateraal kader. België speelt ook een hoofdrol in het Europees initiatief om Afrikaanse vaccinproductie te ondersteunen/uit de grond te stampen (MAV+). Zo dragen we substantieel bij aan de doelstelling van de Afrikaanse Unie om tegen 2040 het grootste deel van hun vaccins zelf te produceren.

Niettemin staat het recht op gezondheid wereldwijd onder druk. Als we voortdoen zoals we bezig zijn, zullen in 2030 nog steeds 730 miljoen mensen onvoldoende beschermd worden door een universele gezondheidszorg. De kosten van gezondheidszorg drijven jaarlijks 100 miljoen mensen in armoede. Onze bijdragen aan de Wereldgezondheidsorganisatie hebben we daarom gevoelig opgetrokken en we blijven ook inzetten op partnerschappen met UNAIDS, GFATM en UNFPA, via *core funding* en aanvullende geormerkte samenwerking.

Meer nog, van universele gezondheidsdekking heb ik het overkoepelend thema gemaakt van ons Belgisch voorzitterschap van de Europese Unie in 2024. De focus daarin zal liggen op partnerschap met Afrika. Het belang van en toegang tot seksuele en reproductieve rechten en gezondheid, hoe gevoelig ook op internationaal en intra-Europees niveau, zal ik ferm blijven verdedigen en in onze activiteiten nastreven. Deze thema's zullen, niet alleen op technisch niveau, maar ook op politiek niveau behandeld worden tijdens verschillende events, waarbij we toenadering zoeken met andere Europese ministers, de Europese Commissie, de Afrikaanse Unie en Afrikaanse partners, maar ook multilaterale en midnenveldactoren van over de hele wereld.

De Afrikaanse Unie zet vandaag al stappen naar integratie op vlak van gezondheid, die we vanuit de Europese Unie alleen maar kunnen toejuichen. Een Afrikaans Geneesmiddelenagentschap, zoals wij er ook één hebben in Europa, moet een vrije markt van veilige gezondheidsproducten mogelijk maken. België zal tijdens het voorzitterschap haar gewicht in de schaal werpen om dat Agentschap te faciliteren, via de EU maar ook via eigen samenwerkingsmiddelen.

In 2024 zal ik met de administratie onderzoeken of we nieuwe *debt swaps* kunnen opzetten met onze partnerlanden rond het raakvlak tussen klimaat en gezondheidszorg. De *debt-for-climate swap* in Mozambique

est un moyen innovant de libérer des ressources pour le climat dont on peut tirer des enseignements. Un *debt-for-climate/health swap* est la prochaine étape logique.

Enseignement

Sans éducation, pas de progrès. Si les enfants ne peuvent pas aller à l'école, leurs chances d'avoir un bon avenir sont immédiatement réduites. Pour chaque année de scolarisation d'une fille, son revenu escompté augmente de 10 à 20 %, en fonction de la qualité de l'enseignement. De plus, nos pays partenaires sont des pays relativement "jeunes" démographiquement. D'ici 2030, 42 % de la population africaine aura entre 15 et 24 ans selon les prévisions. Ce groupe de jeunes en croissance rapide a besoin de perspectives d'avenir avec des emplois, l'égalité des chances et des conditions de vie socialement bonnes.

Au cours de cette législature, nous avons donc une nouvelle fois fait de l'enseignement une priorité à part entière. Sur nos 14 pays partenaires bilatéraux, il y en a maintenant 11 où nous investissons dans un meilleur enseignement, l'égalité d'accès à l'enseignement pour les groupes vulnérables, l'accès à une formation adaptée au marché du travail et l'accompagnement vers l'emploi.

Nous avons à cœur, avec nos partenaires multilatéraux, de continuer à faire de l'enseignement notre cheval de bataille. L'UNICEF est notre premier partenaire multilatéral en termes de volume. Grâce à notre politique de financement de base (*core funding*), nous contribuons à la réalisation de tous les objectifs du fonds des Nations Unies pour l'enfance, à savoir la nutrition, l'éducation, la protection et les soins de santé, l'aide humanitaire, l'accès à l'eau et l'hygiène. Les programmes d'éducation de l'UNICEF ont permis à 37,9 millions d'enfants supplémentaires d'aller à l'école, dont 18,6 millions se trouvent en situation de crise humanitaire. Ils sont 28,3 millions d'enfants à avoir pu bénéficier du matériel pédagogique mis à disposition par l'UNICEF. L'UNICEF veille également à ce que les enfants n'ayant pas la possibilité de se rendre à l'école puissent poursuivre leur scolarité à distance: c'est le cas de pas moins de 301 millions d'enfants depuis 2019. Il est crucial – surtout dans un contexte de crises humanitaires ou de conflits, comme en Ukraine et dans les Territoires palestiniens – que les enfants ne soient pas laissés pour compte et qu'ils puissent garder des contacts sociaux avec leurs camarades.

Les inégalités d'accès, pour les filles, à l'éducation restent un problème à l'échelle mondiale. Nous nous battons depuis des décennies contre ces inégalités des genres. Notre contribution à l'initiative spéciale de

is immers een innovatieve manier om middelen vrij te maken voor het klimaat waar lessen uit getrokken kunnen worden. Een *debt-for-climate/health swap* is een logische volgende stap.

Onderwijs

Zonder onderwijs, geen vooruitgang. Als kinderen niet naar school kunnen gaan, worden hun kansen op een goede toekomst meteen een stuk kleiner. Voor elk jaar dat een meisje naar school gaat, stijgt haar verwachte inkomen met 10-20 %, afhankelijk van de kwaliteit van het onderwijs. Onze partnerlanden zijn bovendien demografisch "jonge" landen. Tegen 2030 wordt voorspeld dat 42 % van de bevolking in Afrika tussen de 15 en 24 jaar zal zijn. Deze snelgroeiende groep jongeren heeft perspectief nodig op een toekomst met werk, gelijke kansen en sociaal goede levensomstandigheden.

In deze legislatuur hebben we van onderwijs opnieuw een volwaardige prioriteit gemaakt. Van onze 14 bilaterale partnerlanden, zijn er nu 11 landen waar we investeren in beter onderwijs, gelijke toegang tot onderwijs voor kwetsbare groepen, toegang tot arbeidsmarktrelevante opleiding en begeleiding naar werk.

Ook met onze multilaterale partners blijven we inzetten op onderwijs. UNICEF is onze belangrijkste multilaterale partner qua financiering. Dankzij onze core-funding, dragen we bij tot alle doelstellingen van het kinderfonds van de VN. Dit gaat over voeding, over onderwijs, tot bescherming en gezondheidszorgen, humanitaire hulp, toegang tot water en hygiënemaatregelen. Dankzij de onderwijsprogramma's van UNICEF konden 37,9 miljoen extra kinderen naar school, waaronder 18,6 miljoen kinderen in humanitaire crisissituaties. Door UNICEF verstrekte leermiddelen bereikten 28,3 miljoen kinderen. UNICEF zorgt er ook voor dat kinderen die geen toegang hebben tot school, via afstandsonderwijs hun schoolloopbaan kunnen verderzetten. Sinds 2019, kregen maar liefst 301 miljoen kinderen afstandsonderwijs. Vooral in de context van humanitaire crises of conflicten, zoals nu in Oekraïne en de Palestijnse Gebieden, is het van groot belang dat kinderen geen achterstand oplopen en sociaal contact kunnen blijven houden met de andere kinderen.

De ongelijke toegang voor meisjes tot onderwijs, blijft een wereldwijd probleem. Als België strijden we al decennia tegen deze genderkloof. Met onze bijdrage aan het speciaal meisjesonderwijsinitiatief van het *Global*

promotion de l'éducation des filles, mise en place par le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE), nous a permis d'apporter le soutien supplémentaire nécessaire: des financements ont été accordés et des programmes ont été lancés pour remédier de manière structurelle à l'inégalité des genres en matière d'éducation dans plus de 10 pays affichant de très importantes inégalités dans ce domaine. Plusieurs partenaires bilatéraux de la Belgique en faisaient partie, notamment la RDC, le Niger et le Bénin. Face aux inégalités profondes et persistantes, un tel programme était d'une nécessité absolue. Ce n'est d'ailleurs qu'en 2023 qu'il a atteint véritablement sa vitesse de croisière. Nous attendons avec impatience les résultats concrets dès l'année prochaine. En outre, nous soutenons évidemment le GPE par l'intermédiaire de notre financement de base annuel.

Dans les mois à venir, je ne manquerai pas de réaffirmer notre volonté de nous attaquer à cette priorité absolue. En collaboration avec la Team Belgium et l'UE, nous mettrons l'accent sur la formation des enseignants. C'est sans compter sur les résultats impressionnants que nous ne manquerons pas d'obtenir grâce aux efforts déployés de manière bilatérale, par le truchement d'Enabel. L'accès à un enseignement général de qualité, y compris la formation des enseignants, sera mis en œuvre dans 7 des 14 programmes bilatéraux (Ouganda, Palestine, Burundi, Tanzanie, RDC, Niger, Burkina Faso) d'ici la fin de l'année. Ces programmes consisteront à former plus de 7.000 enseignants et autres personnels d'éducation du primaire et du secondaire. Rien qu'en Ouganda, nous allons soutenir 84 écoles secondaires dans 5 districts du pays, former 2.000 enseignants, chefs d'établissements et autres personnels d'éducation – ce qui permettra à au moins 40.000 élèves de l'enseignement secondaire inférieur (filles et garçons) d'accéder plus facilement à un enseignement de qualité, en particulier des jeunes en situation vulnérable. Dans le cadre de notre nouveau portefeuille avec la RDC, nous soutenons l'enseignement primaire dans trois provinces, où nous comptons également faciliter cet accès essentiel à un enseignement de qualité pour plus de 350.000 élèves (dont au moins la moitié sont des filles) et former plus de 2.500 enseignants et membres de l'équipe pédagogique.

Le deuxième volet de notre programme belge de coopération bilatérale au développement dans l'enseignement s'articule autour de la formation professionnelle et de l'accès au marché du travail. Des programmes dédiés sont mis en place dans pas moins de 12 pays partenaires. Au Rwanda, notre portefeuille thématique nous permettra d'offrir des qualifications formelles à plus de 2.000 travailleurs dans le secteur de la construction et de l'exploitation minière. Cette certification donne aux travailleurs les moyens d'exiger de meilleures conditions

Partnership for Education, zorgden we voor de nodige extra steun. Zo werd in meer dan 10 landen waar de onderwijsongelijkheid erg groot is, financiering voorzien en programma's opgestart om de genderkloof in het onderwijs structureel aan te pakken. Hieronder ook enkele van de Belgische bilaterale partnerlanden, zoals RDC, Niger en Bénin. Gezien de blijvende en hardnekkige ongelijkheid, was er duidelijke nood aan een dergelijk programma, dat pas in 2023 echt op kruissnelheid kwam. We kijken uit naar de concrete resultaten vanaf volgend jaar. Daarnaast steunen we het GPE natuurlijk ook met onze jaarlijkse core-financiering.

De komende maanden zal ik deze prioriteit nog extra kracht bijzetten. Team Belgium zal, samen met de EU, inzetten op lerarenopleiding. En ook bilateraal via Enabel zullen onze inspanningen belangrijke resultaten opleveren. De toegang tot kwaliteitsvol algemeen vormend onderwijs, waaronder ook de opleiding van leerkrachten, zullen we dit tegen eind dit jaar in 7 van de 14 bilaterale programma's implementeren (Oeganda, Palestina, Burundi, Tanzania, DRC, Niger, Burkina Faso); We gaan meer dan 7.000 leerkrachten en ander onderwijspersoneel uit het basis- en secundair onderwijs trainen. Enkel al in Oeganda gaan we 84 middelbare scholen ondersteunen in 5 districten, zullen we 2.000 leraren, schoolhoofden en ander onderwijspersoneel opleiden, waardoor minstens 40.000 leerlingen in het lager secundair onderwijs (meisjes en jongens) jaarlijks zullen profiteren van verbeterde toegang tot kwaliteitsonderwijs, met bijzondere aandacht voor kwetsbare jongeren. In onze nieuwe portefeuille met DRC zullen we toegang tot kwaliteitsonderwijs gaan realiseren voor meer dan 350.000 leerlingen (waarvan minstens de helft meisjes) en meer dan 2.500 leerkrachten en onderwijzend personeel gaan opleiden.

De tweede focus van onze bilaterale Ontwikkelings-samenwerking in onderwijs is gericht op beroepsopleiding en toegang tot de arbeidsmarkt. In niet minder dan 12 partnerlanden lopen daartoe programma's. In Rwanda, met onze thematische portefeuille, zullen we voor meer dan 2000 werknemers in de bouw en mijnbouw zorgen voor een formele kwalificatie. Door deze gekwalificeerde opleiding zijn werknemers beter in staat om betere lonen te eisen. In Oeganda kon ik zien hoe we 6500 jongeren trainden, waarvan 56 % vrouwen. Meer dan 65 % van

salariales. En Ouganda, j'ai pu assister aux formations dispensées à 6.500 jeunes (parmi lesquels 56 % sont des femmes). Au terme de la formation, plus de 65 % des diplômés ont trouvé un emploi ou créé leur propre entreprise.

La collaboration avec les universités et les hautes écoles reste également une des figures de proue de la solidarité internationale belge. Nous continuerons à mettre notre précieuse expertise belge à la disposition de nos partenaires européens et de nos partenaires du Sud au profit d'un enseignement de qualité, de l'éducation au climat, de la formation des enseignants, de la pertinence des formations pour le marché du travail. Notre volonté est de continuer à renforcer les systèmes éducatifs de nos pays partenaires et de mieux préparer les jeunes des pays du Sud à l'avenir.

2. La lutte contre la crise climatique

Nous ne parvenons pas à respecter nos engagements climatiques au niveau mondial. Cette année, nous nous rapprochons dangereusement d'un réchauffement des températures de 1,5°C. Aujourd'hui, nous savons tous ce que cela signifie. Une fois encore, de nouveaux records ont été atteints l'été dernier. Et bien que les preuves de la crise climatique et de ses répercussions négatives soient accablantes, certains dirigeants politiques à courte vue n'hésitent pas à revenir sur leurs engagements. Pourtant, si nous voulons offrir un avenir normal à nos jeunes, nous devons justement redoubler d'efforts pour arrêter la crise climatique.

Il est évident que nous ne pourrions jamais gagner cette bataille seuls. Tous les pays doivent contribuer équitablement à une diminution des émissions de gaz à effet de serre. Les pays du Nord doivent assumer leurs responsabilités historiques, car les conséquences se font surtout sentir dans les pays du Sud. Une grande partie de la planète risque de devenir invivable d'ici la fin de ce siècle. Il s'agit ici du sort des générations futures. Si nous voulons éviter que des centaines de millions de personnes soient contraintes par la crise climatique d'aller chercher un avenir meilleur ailleurs, nous devons réaffirmer notre engagement et le renforcer.

C'est la raison pour laquelle j'ai annoncé le 5 octobre, à l'occasion d'une conférence à Bonn, que la Belgique contribuerait à la prochaine phase du *Green Climate Fund* (GCF) des Nations Unies à hauteur de 150 millions d'euros, soit une augmentation de 50 % par rapport à la phase précédente. D'après les calculs du GCF, ses programmes ont permis de renforcer la résilience de 1

de laureaten had na de opleiding een job of was een eigen zaak gestart.

Ook de samenwerking met de universiteiten en hogescholen blijft een uithangbord van de Belgische internationale solidariteit. We zullen onze gewaardeerde Belgische expertise blijven ter beschikking stellen van onze Europese partners en partners in het zuiden op vlak van onderwijskwaliteit, klimaatonderwijs, lerarenopleiding en arbeidsmarktrelevantie van opleidingen. Zo zullen we jongeren in het Globale Zuiden en de onderwijssystemen in onze partnerlanden verder versterken en klaarmaken voor de toekomst.

2. De strijd tegen de klimaatcrisis

We slagen er niet in om mondiaal onze engagementen voor het klimaat na te komen. Dit jaar zouden we al gevaarlijk dicht tegen een opwarming van 1,5°C aanschuren. We weten intussen allemaal wat dit betekent. Ook de voorbije zomer zijn weer records gesneuveld. En ondanks het overweldigende bewijs van de klimaatcrisis en de negatieve gevolgen daarvan, zien we dat kortzichtige politieke leiders de gemaakte engagementen terugschroeven. Nochtans, als we onze jongeren een normale toekomst willen geven, moeten we net méér doen om de klimaatcrisis een halt toe te roepen.

Dat we deze strijd niet alleen kunnen winnen, is overduidelijk. Alle landen moeten hun eerlijke bijdrage leveren opdat we minder broeikasgassen uitstoten. Het Globale Noorden moet zijn verantwoordelijkheid nemen, want de gevolgen zijn vooral voelbaar zijn in het Globale Zuiden. Een belangrijk deel van de wereld dreigt tegen het einde van deze eeuw onleefbaar te worden. Dit gaat over het lot van de volgende generaties. Als we willen vermijden dat honderden miljoenen mensen gedwongen worden om elders een betere toekomst te zoeken door de klimaatcrisis, dan moeten we ons engagement verderzetten en nog versterken.

Daarom heb ik op 5 oktober tijdens een conferentie in Bonn aangekondigd dat België 150 miljoen euro zal bijdragen aan de volgende fase van *Green Climate Fund* (GCF) van de VN, ofwel een stijging met 50 % tegenover de vorige fase. Het GCF berekende dat haar programma's naar schatting 1 miljard mensen weerbaarder maakten tegen de gevolgen van de klimaatverandering en dat het

milliard de personnes aux conséquences du changement climatique et d'éviter l'émission de 2,9 milliards de tonnes de CO₂ – ce qui représente 25 fois les émissions de la Belgique en 2019.

Sous la présente législature, nous avons pratiquement doublé le financement des mesures climatiques internationales: depuis la dernière législature, nous sommes passés de 70-75 millions d'euros par an à 130 millions d'euros. Nous y sommes parvenus grâce à des dotations supplémentaires du budget fédéral, venues compléter les fonds destinés à notre solidarité internationale. Aussi grâce à une meilleure intégration du thème climatique dans nos programmes bilatéraux et nos programmes non gouvernementaux et en renforçant la coopération avec des partenaires multilatéraux tels que le PNUE et le PNUD, nous avons fait des progrès considérables.

Nous nous engageons aussi pleinement dans la lutte contre la crise climatique avec notre Société d'Investissement pour les Pays en Développement (BIO). En 2023, BIO a validé une stratégie climatique ambitieuse, dans le cadre de laquelle elle compte augmenter non seulement ses investissements en matière d'atténuation, mais aussi ses investissements dans l'adaptation et la résilience. BIO s'engage à calculer sa contribution aux émissions de gaz à effet de serre et à s'efforcer de réduire l'empreinte carbone de son portefeuille d'investissement. BIO n'investira pas dans les activités à forte intensité de carbone qui ne sont pas cohérentes avec l'objectif de réduction de 1,5°C fixé dans les Accords de Paris. Dans le nouveau contrat de gestion, nous intégrerons trois objectifs mesurables concernant les pourcentages d'investissements que BIO réalisera dans l'adaptation, l'atténuation et la biodiversité.

Dans le cadre de notre programme bilatéral sur le climat au Sahel, nous investissons dans l'adaptation afin d'aider 650.000 personnes, essentiellement des agriculteurs, à être plus résilientes face à la désertification. Au travers de la Central African Forest Initiative (CAFI), nous protégeons les forêts du Congo, l'un des poumons verts les plus importants de notre planète. Au Mozambique, nous développons et renforçons des systèmes qui permettent d'alerter la population à temps de la formation d'un cyclone menaçant d'occasionner des inondations et de détruire les infrastructures. Nous avons malheureusement été témoins en Libye de l'ampleur des destructions occasionnées par ce type de tornades et avons pu prendre conscience de l'importance de prévenir la population pour qu'elle puisse se mettre à l'abri.

Il est indispensable de faire plus. La COP 28 aura un rôle important à jouer pour définir le nouvel objectif de financement international après 2025. Les économies

een uitstoot van 2,9 miljard ton CO₂ heeft vermeden. Dat is 25 keer de uitstoot van België in 2019.

In totaal hebben we deze legislatuur de internationale klimaatfinanciering bijna verdubbeld. Van een gemiddelde van 70 tot 75 miljoen euro per jaar tijdens de vorige legislatuur zijn we gestegen naar 130 miljoen euro vorig jaar. Die verwezenlijking is mogelijk gemaakt door additionele bijdragen vanuit de federale begroting, die dus bovenop de middelen voor onze internationale solidariteit gekomen zijn. Ook door een sterkere integratie van klimaat in onze bilaterale programma's en niet-gouvernementele programma's en het verder versterken van de samenwerking met multilaterale partners als UNEP en UNDP hebben we significante stappen vooruit gezet.

Ook met onze Investeringsmaatschappij voor Ontwikkelingslanden, BIO, zetten we volop in op de strijd tegen de klimaatcrisis. In 2023 keurde BIO een ambitieuze klimaatstrategie goed waarbij BIO naast investeringen in mitigatie ook haar investeringen in adaptatie en weerbaarheid zal verhogen. BIO verbindt zich ertoe haar bijdrage aan de uitstoot van broeikasgassen te berekenen en te werken aan de CO₂-reductie van haar investeringsportefeuille. BIO zal niet investeren in koolstof-intensieve activiteiten die niet consistent zijn met de CO₂-reductiepaden in lijn met de 1,5°C doelstelling van het Akkoord van Parijs. In het nieuwe beheerscontract zullen we drie meetbare doelstellingen opnemen over de percentages investeringen die BIO zal waarmaken in adaptatie, mitigatie en biodiversiteit.

In ons bilateraal klimaatprogramma in de Sahel investeren we in adaptatie om ervoor te zorgen dat 650.000 mensen, voornamelijk boeren, weerbaarder zijn tegen verwoestijning. Met het *Central African Forest Initiative* (CAFI) beschermen we de bossen van Congo, één van de belangrijkste groene longen van onze planeet. In Mozambique ontwikkelen en versterken we systemen die de bevolking tijdig waarschuwen (*Early Warning Systems*) wanneer cyclonen voor gevaar zorgen, zoals overstromingen en vernieling van infrastructuur. We hebben onlangs ook in Libië helaas gezien hoe destructief dergelijke stormen kunnen zijn en hoe belangrijk het is dat mensen gewaarschuwd worden zodat ze zich in veiligheid kunnen brengen.

Meer is nodig. COP28 zal belangrijk zijn om de nieuwe internationale financieringsdoelstelling na 2025 voor te bereiden. Alle grote economieën zullen daarbij meer

émergentes devront également assumer davantage de responsabilités. La Chine, par exemple, est responsable à elle seule d'un tiers des émissions annuelles totales de gaz à effet de serre.

Toutefois, il est d'une importance cruciale que le nouveau financement sorte des sentiers battus et qu'il s'efforce plutôt d'écologiser l'ensemble des flux financiers. Nous insistons sur ce point en mettant en œuvre la Déclaration de Glasgow sur la transition vers une énergie propre et en mettant fin au soutien public au secteur des combustibles fossiles à l'étranger. Cette année, la ministre des Affaires étrangères Lahbib, le ministre des Finances Van Peteghem et moi-même avons entamé des négociations avec le Mozambique en lui proposant un *debt-for-climate swap*, autrement dit une annulation de sa dette en échange d'investissements pour lutter contre la crise climatique. Cette méthode innovante nous permettra de doubler la contribution belge à la prévention des pertes et dommages au Mozambique en la portant à 5 millions d'euros. Notre objectif est de finaliser l'opération d'ici la COP 28. Ce type de swap est innovant, car il permet à la fois de diminuer la charge de la dette des pays les moins développés et d'accroître leur résilience dans la lutte contre les catastrophes climatiques.

3. La lutte pour les droits humains et l'espace civique: contre les extrêmes, partout dans le monde

Le 75^e anniversaire de la Déclaration des droits humains est-il un moment à célébrer? Dans l'ensemble, cependant, le bilan n'est pas toujours et uniquement positif. L'égalité des genres, la liberté d'expression, le droit à la non-discrimination ne sont que quelques exemples des droits qui ne sont pas garantis dans tous les pays du monde ou dont les avancées sont à nouveau mises à mal. La législation anti-LGBTQI+ de l'Ouganda est un exemple au sein de nos pays partenaires qui alimente l'intolérance et encourage la chasse aux sorcières au détriment de personnes innocentes.

La Belgique ne peut rester les bras croisés face à de tels événements. C'est une question de principe, car des violations aussi flagrantes des droits humains ne sauraient être tolérées. Appliquer la peine capitale en raison de l'orientation d'une personne, priver une personne de son logement ou lui refuser l'accès aux soins de santé et à l'éducation sont inadmissibles! Ces actes sont une atteinte à la dignité humaine et une incitation à l'impunité. Pour la première fois, la Belgique a donc activé l'article 11 de la convention spécifique conclue avec un pays partenaire bilatéral et a engagé un dialogue politique. Un signal clair, qui était susceptible d'entraîner la cessation en tout ou en partie de notre programme

de responsabilité doivent opérer. Óók China, bijvoorbeeld, dat intussen verantwoordelijk is voor één derde van de totale jaarlijkse uitstoot aan broeikasgassen.

Het is echter van cruciaal belang dat nieuwe financiering zich niet beperkt tot traditionele routes en zich richt op het vergroenen van alle financiële stromen. We zetten daarop in via de uitvoering van het Glasgow Statement on the Clean Energy Transition en het stopzetten van publieke steun aan de fossiele brandstofsector in het buitenland. Daarnaast startte ik dit jaar samen met ministers van Buitenlandse Zaken Lahbib en van Financiën Van Peteghem met de onderhandelingen voor een *'debt-for-climate swap'* met Mozambique. Via deze innovatieve methode kunnen we de Belgische bijdrage aan het voorkomen van *'loss and damage'* in Mozambique verdubbelen, tot 5 miljoen euro. We streven ernaar om deze swap tegen COP28 af te ronden. Zo'n swap is baanbrekend omdat het zowel de schuldenlast van de minst ontwikkelde landen verlicht als hen veerkrachtiger maakt in de strijd tegen klimaatrampen.

3. De strijd voor mensenrechten en maatschappelijke ruimte: tegen de extremen waar ook ter wereld

Is het 75-jarig bestaan van de Verklaring van de Rechten van de Mens een moment om te vieren? Globaal gezien is het plaatje echter niet altijd en alleen maar positief. Gendergelijkheid, vrijheid van meningsuiting, het recht non-discriminatie zijn maar enkele voorbeelden van rechten die niet overal gegarandeerd zijn, of waar de vooruitgang die gemaakt is, opnieuw onder druk komt te staan. De anti-LGBTQI+-wetgeving in Oeganda is een voorbeeld uit één van onze partnerlanden dat de onverdraagzaamheid voedt en mensen aanzet om een heksenjacht te voeren op onschuldige mensen.

Als zulke dingen gebeuren, moet België reageren. Uit principe, omdat dergelijke flagrante mensenrechtenschendingen niet door de beugel kunnen. De doodstraf invoeren omwille van een geaardheid, mensen hun huisvesting ontzeggen of de toegang tot gezondheidszorg en onderwijs, kunnen niet door de beugel. Dat gaat in tegen de menselijke waardigheid en zet aan tot straffeloosheid. Voor het eerst heeft België dan ook artikel 11 uit de bijzondere overeenkomst met een partnerland geactiveerd en een politieke dialoog opgestart. Dit was een niet mis te verstaan signaal, dat kan leiden tot gedeeltelijke of volledige stopzetting van ons programma met Oeganda. In deze dialoog heeft de ambassade

avec l'Ouganda. Lors de ce dialogue, l'ambassade a rappelé clairement l'existence de lignes rouges qui, pour nous, sont inacceptables et a obtenu la garantie que le programme belge ne sera entaché d'aucune discrimination.

La récente succession de coups d'État au Sahel illustre également la tendance croissante à une intensification de l'autoritarisme. Les régimes en place sont renversés par des militaires putschistes, faisant peu de cas de la liberté de la presse, prêts à s'associer à des mercenaires russes et se rendant coupables de violations des droits humains. Il est évident que nous ne pouvons pas fermer les yeux sur ce qui se passe dans ces pays. Comme la coopération au développement est flexible, nous chercherons toujours le niveau (local, central ou régional) qui s'y prête le mieux dans des circonstances particulières. Nous ne voulons donc pas laisser la population en plan. À titre de mesure transitoire, nous préparons un programme plus court pour le Burkina Faso, dans lequel nous nous concentrons sur le soutien à la population en coopération avec les services et les partenaires locaux, en attendant de l'organisation d'élections qui ramèneront au pouvoir des dirigeants démocratiquement élus. Quant au Niger, j'ai pris la décision de suspendre le projet 3D (Développement/Défense/Diplomatie) à Torodi. Je suis convaincue que cette approche 3D doit être étoffée, mais collaborer avec des putschistes n'est pas une option. Toujours au Niger, les activités du programme bilatéral en cours seront elles aussi réorientées dans les mois à venir afin d'apporter aussi directement que possible un soutien à la population locale, en collaboration avec les organisations et partenaires locaux.

En dépit de tout, nous continuerons également à chercher comment renforcer la société civile dans les Territoires palestiniens. Qu'il s'agisse de la destruction des infrastructures construites avec l'aide de financements belges et internationaux ou de restrictions à la société civile palestinienne, nous nous engageons à suivre ces problèmes de très près. Pour ce faire, nous devons disposer d'informations impartiales et précises concernant les infractions et les violations des droits humains dans les Territoires palestiniens. Au cours des prochains mois, j'examinerai donc, avec les pays qui partagent mon point de vue et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits humains (HCDH), les moyens de mettre en place un système efficace.

Plus il y aura de régimes autoritaires au pouvoir, plus il sera nécessaire d'avoir une société civile solide. Pour dénoncer la corruption et l'impunité, exiger une bonne gouvernance et protéger la liberté d'expression ainsi que la liberté de la presse. Le développement socio-économique doit être inclusif et profiter à toutes et tous. Car il s'agit bien là des enjeux des droits humains: défendre

clairement de la boodschap gegeven dat er rode lijnen zijn die voor ons niet aanvaardbaar zijn en is de garantie bekomen dat er in het Belgische programma niet gediscrimineerd zal worden.

De recente opeenvolging van staatsgrepen in de Sahel illustreert ook de groeiende trend naar meer autoritarisme. Bestaande regimes zijn omvergeworpen door militaire putschisten, die het niet nauw nemen met persvrijheid, die bereid zijn samen te werken met Russische huurlingen, en die zich schuldig maken aan mensenrechtenschendingen. Het is duidelijk dat we in deze landen niet verder kunnen doen alsof er niets gebeurd is. Aangezien ontwikkelingssamenwerking flexibiliteit van werken kent, zal steeds gekeken worden naar het niveau (lokaal, centraal of regionaal) dat zich hiertoe in bepaalde omstandigheden het meest leent. We willen de bevolking dan ook niet in de steek laten. Als overgangsmaatregel sloten we voor Burkina Faso een korter programma af waarin we ons concentreren op steun aan de bevolking in samenwerking met de lokale diensten en partners. Dit in afwachting van de organisatie van verkiezingen die opnieuw democratisch verkozen leiders aan de macht brengen. In Niger hebben we beslist om het project in Torodi rond 3D (Development/Defense/Diplomacy) *on hold* te plaatsen. Ik ben ervan overtuigd dat er nood is aan meer 3D. Ook in Niger zullen de activiteiten van het lopende bilaterale programma de komende maanden geheroriënteerd worden om zoveel mogelijk rechtstreekse steun te geven aan de lokale bevolking, in samenwerking met lokale organisaties en partners.

Ondanks alles, zullen we ook in de Palestijnse Gebieden blijven kijken hoe het maatschappelijk middenveld te versterken. Of het nu om vernieling gaat van infrastructuur opgebouwd met Belgische en internationale financiering, dan wel om beperkingen op het Palestijns maatschappelijk middenveld, we zullen dergelijke problemen nauw en strikt blijven opvolgen. Om dat te kunnen doen, is het nodig om onpartijdige en correcte informatie te hebben van overtredingen en schendingen van mensenrechten in de Palestijnse Gebieden. Ik zal daarom de komende maanden bekijken – samen met *likeminded* landen en VN Mensenrechten (OHCHR), hoe we kunnen bijdragen aan een sluitend systeem.

Hoe meer autoritaire regimes aan de macht komen, hoe groter de nood aan een sterk middenveld. Om corruptie aan te klagen, goed bestuur te eisen, de vrijheid van meningsuiting en persvrijheid te beschermen, en straffeloosheid aan te klagen. Sociaaleconomische ontwikkeling moet inclusief zijn en iedereen ten goede komen. Want dat is waar het om draait bij mensenrechten: menselijke

la dignité humaine ainsi que la liberté et lutter contre l'impunité. Les organisations de la société civile ont un rôle essentiel à jouer dans cette lutte.

Pour leur donner de l'impulsion et renforcer leur voix, j'ai décidé de créer le *Civic Space Initiative*. En déployant un budget de 10 millions d'euros dans huit pays de la coopération belge au développement (Palestine, Mali, Burkina Faso, Guinée, RDC, Rwanda, Burundi et Ouganda), nous contrebalancerons la marge de manœuvre de plus en plus réduite des organisations des droits humains et de la société civile en général. Ils doivent être en mesure d'agir comme des voix critiques, même dans des sociétés moins démocratiques.

La sélection des organisations locales que nous comptons soutenir dans le cadre de cette initiative est en cours de finalisation. Le renforcement des capacités des organisations locales est au cœur de cette démarche. Elles opèrent en effet dans des conditions précaires. Ne soyons d'ailleurs pas naïfs: le mouvement anti-droits humains n'est pas une simple expression d'une soi-disant opposition locale authentique aux "valeurs occidentales". Ces mouvements sont souvent financés en coulisse par des groupes conservateurs d'extrême droite, d'Europe, d'Amérique et du Moyen-Orient. Pour cette raison, je m'engage résolument à renforcer le réseau international des droits humains.

La RDC demeure, encore aujourd'hui, le principal pays partenaire. Des élections importantes approchent à grands pas. Ici encore, nous soutenons la société civile, par l'intermédiaire de plusieurs coalitions, comme Le Congo N'est Pas A Vendre, 11.11.11 et CNCD, afin de nous assurer du bon déroulement des élections et de renforcer les organisations de la société civile pour leur donner les moyens de jouer leur rôle vis-à-vis du gouvernement.

4. Explosion des besoins humanitaires

L'année dernière, le monde a malheureusement été à nouveau frappé par des crises successives: une guerre sur le continent européen en Ukraine, un éclatement soudain de violence en Israël et dans les Territoires palestiniens, le conflit du Haut-Karabakh, une crise alimentaire mondiale, de nombreuses catastrophes climatiques et le plus grand nombre de personnes en fuite jamais enregistré. Selon les estimations des Nations Unies, plus de 363 millions de personnes dans le monde ont besoin d'une aide humanitaire. C'est plus que la population totale des États-Unis. Nous ne pouvons pas détourner le regard de cette souffrance humaine. Comme toujours, ce sont les simples citoyens qui paient le plus lourd tribut.

waardigheid, vrijheid en de strijd tegen straffeloosheid. Het middenveld speelt in die strijd³ een essentiële rol.

Om dat middenveld zuurstof te geven en hun stem te versterken heb ik besloten om het *Civic Space Initiative* op poten te zetten. In acht landen van de Belgische ontwikkelingssamenwerking (Palestina, Mali, Burkina Faso, Guinée, DRC, Rwanda, Burundi en Oeganda) zullen we met een budget van 10 miljoen euro tegenwicht bieden tegen de immer krimpemde ruimte voor mensenrechtenorganisaties en het middenveld in het algemeen. Zij moeten als kritische stemmen kunnen optreden ook in minder democratische samenlevingen.

De selectie van de lokale organisaties die we via dit initiatief gaan ondersteunen, zit in de finale fase. De versterking van de capaciteiten van lokale organisaties staat hierbij centraal. Zij opereren immers in fragiele omstandigheden. We moeten hierbij ook niet naïef zijn: de anti-mensenrechtenbeweging gaat niet louter uit van zogenaamd authentiek lokaal verzet tegen "Westerse waarden". Achter deze bewegingen zitten vaak financiële stromen die hun oorsprong vinden in extreemrechtse, conservatieve bewegingen in Europa, Amerika en het Midden-Oosten. Daarom ook zet ik me hard in voor het versterken van het internationale mensenrechtennetwerk.

De DR Congo blijft nog steeds ons belangrijkste bilaterale partnerland. Er staan belangrijke verkiezingen voor de deur. Ook hier steunen we het middenveld, via meerdere coalities, zoals Le Congo N'est Pas A Vendre, 11.11.11 en CNCD, om te verifiëren dat dit effectief zo gebeurt en om lokale middenveldorganisaties te versterken om hun rol te spelen tegenover de overheid.

4. Explosie van humanitaire noden

Het voorbije jaar werd de wereld helaas opnieuw getroffen door crisis na crisis na crisis: een oorlog op het Europese continent in Oekraïne, een plotse uitbarsting van geweld in Israël en de Palestijnse Gebieden, het conflict in Nagorno-Karabach, een wereldwijde voedselcrisis, talrijke klimaatrampen en het hoogste aantal mensen ooit op de vlucht. Volgens schattingen van de VN zijn er ondertussen meer dan 363 miljoen mensen in de wereld die humanitaire hulp nodig hebben. Dat is meer dan de totale bevolking van de Verenigde Staten. We kunnen niet wegkijken van dit menselijk lijden. Gewone burgers betalen zoals steeds de zwaarste prijs.

Malgré ce contexte difficile, je suis fière que nous ayons pu maintenir notre soutien humanitaire aux victimes les plus vulnérables des conflits, de l'instabilité ou des catastrophes naturelles.

Au cours de cette législature, nous avons constamment investi dans un système humanitaire de qualité qui place la protection au centre de ses préoccupations, en se fondant sur les principes humanitaires et en respectant le droit international humanitaire. En ce sens, la Belgique est un acteur humanitaire international important et fiable.

Grâce à un financement souple et pluriannuel, nous veillons à ce que les partenaires puissent répondre rapidement et stratégiquement aux besoins, où que ceux-ci se présentent. Nos contributions aux ressources générales de l'OCHA, du CICR, du HCR, de l'UNRWA et du PAM sont restées stables cette année. Nous avons également dégagé à nouveau des moyens pour un certain nombre de fonds flexibles mondiaux: le *Central Emergency Response Fund* (CERF) de l'OCHA, le *Disaster Response Emergency Fund* (DREF) de l'IFRC, l'*Immediate Response Account* (IRA) du PAM et le *Special Fund for Emergency and Rehabilitation* (SFERA) de la FAO. Qu'il s'agisse de la récente escalade dans le Haut-Karabakh et de l'exode de la population arménienne qui s'en est suivi, de la guerre au Soudan ou de l'insécurité alimentaire aiguë et des tremblements de terre en Afghanistan, notre financement flexible permet aux travailleurs humanitaires du monde entier d'entrer rapidement en action et de sauver des vies.

Plusieurs situations de crise ont requis notre attention particulière cette année: la guerre en Ukraine fait rage depuis plus d'un an et demi. Les attaques délibérées contre les civils et les infrastructures civiles ont encore augmenté ces derniers mois, entraînant des morts, des destructions, des déplacements et des besoins humanitaires importants. L'accès humanitaire dans les zones sous contrôle russe reste très limité. Les organisations humanitaires s'efforcent de protéger les civils et de répondre à leurs besoins fondamentaux: nourriture, logement, eau potable, soins médicaux, etc. En 2023, ces organisations ont atteint pas moins de 7,9 millions de personnes. Notre solidarité permet à la population de se sentir soutenue et de trouver la force de persévérer dans cette guerre atroce. Cette solidarité restera également essentielle dans les années à venir.

En 2023, nous avons à nouveau réussi à mobiliser des moyens supplémentaires pour l'Ukraine. Nous continuons à insister sur le fait que cette aide ne peut pas se faire au détriment d'autres situations de crise. J'ai répondu avec une enveloppe de 24 millions d'euros aux besoins les plus urgents par l'intermédiaire des partenaires multilatéraux que sont l'OCHA, le HCR, le PAM,

Ondanks deze uitdagende context ben ik er trots op dat we onze humanitaire steun aan de meest kwetsbare slachtoffers van conflicten, instabiliteit of natuurrampen hebben kunnen handhaven.

Deze legislatuur hebben we ons consequent ingezet voor een kwalitatief sterk humanitair systeem dat bescherming centraal stelt, gebaseerd op de humanitaire principes en naleving van het Internationaal Humanitair Recht. In die zin is België een belangrijke en betrouwbare internationale humanitaire actor.

Door flexibele en meerjarige financiering zorgen we ervoor dat partners snel en strategisch kunnen reageren op de noden, waar deze zich ook voordoen. Onze bijdragen aan de algemene middelen van OCHA, ICRC, UNHCR, UNRWA en WFP bleven dit jaar stabiel. Ook maakten we opnieuw geld vrij voor een aantal mondiale flexibele fondsen: het Central Emergency Response Fund (CERF) van OCHA, het Disaster Response Emergency Fund (DREF) van IFRC, het Immediate Response Account (IRA) van WFP en het Special Fund for Emergency and Rehabilitation (SFERA) van de FAO. Van de recente escalatie in Nagorno-Karabach en de daaropvolgende exodus van de Armeense bevolking tot de oorlog in Soedan of acute voedselonzekeerheid en aardbevingen in Afghanistan: dankzij onze flexibele financiering kunnen hulpverleners overal snel in actie schieten en mensenlevens redden.

Een aantal crisissituaties vereisten dit jaar onze bijzondere aandacht: de oorlog in Oekraïne woedt intussen al meer dan 1,5 jaar. Het aantal willekeurige aanvallen op burgers en burgerinfrastructuur is de laatste maanden opnieuw toegenomen, met als gevolg doden, verwoestingen, ontheemding en grote humanitaire noden. Humanitaire toegang in de gebieden onder Russische controle blijft zeer beperkt. Humanitaire organisaties zetten zich in om burgers te beschermen en te voorzien in hun basisbehoeften: voedsel, onderdak, drinkbaar water, medische zorgen etc. In 2023 bereikten deze organisaties maar liefst 7,9 miljoen mensen. Onze solidariteit zorgt ervoor dat de bevolking zich gesteund voelt en maakt dat zij de kracht vindt om vol te houden in deze gruwelijke oorlog. Dit zal ook de komende jaren belangrijk blijven.

In 2023 zijn we er opnieuw in geslaagd additionele middelen te mobiliseren voor Oekraïne. We blijven er daarbij op hameren dat deze hulp niet ten koste mag gaan van andere crisissituaties. Met een pakket van 24 miljoen euro dragen we bij om tegemoet te komen aan de meest dringende noden via multilaterale partners OCHA, UNHCR, WFP, UNICEF, UNFPA, IOM, IAO

l'UNICEF, OIT, le FNUAP, l'OIM et la Banque mondiale. La grande majorité de ce financement est flexible, ce qui permet à nos partenaires de réagir rapidement lorsqu'ils sont confrontés à des escalades soudaines. Après la destruction du barrage de Kakhovka, par exemple, le FNUAP a pu fournir une assistance rapide grâce au financement belge. Ils ont ainsi réussi à prévoir des abris sûrs pour les civils évacués et, de surcroît, dans des espaces sûrs pour les femmes.

En février 2023, un tremblement de terre a frappé le sud de la Turquie et le nord-ouest de la Syrie. Les images sont gravées dans notre mémoire collective. Outre l'hôpital de campagne B-Fast en Turquie, nous avons également débloqué 10 millions d'euros supplémentaires pour l'aide humanitaire à la Syrie. Le tremblement de terre a aggravé la crise humanitaire qui sévit depuis longtemps dans le nord-ouest de la Syrie, où 2,7 millions de personnes étaient déjà déplacées et 4,1 millions dépendent de l'aide humanitaire. Ces moyens s'ajoutent à ceux déjà prévus pour 2023. Plus de 12 ans après le début de la guerre civile, la situation dans le pays reste désastreuse.

Plus récemment, un énorme tremblement de terre a frappé le Maroc et la tempête Daniel a causé des dégâts considérables en Libye. À chaque fois après de telles catastrophes naturelles, nous avons pu constater la force des travailleurs humanitaires et des bénévoles locaux. Ce sont eux qui sont les premiers sur place et qui connaissent le mieux le terrain. En réponse à ces catastrophes, nous avons débloqué un million d'euros supplémentaires en 2023 pour le *Disaster Response Emergency Fund* (DREF) de l'IFRC. Grâce à ce fonds, nous renforçons les mouvements locaux de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge qui sont présents sur le terrain tant avant qu'après les catastrophes. Cela porte notre contribution totale pour 2023 à 4,5 millions d'euros. Dans le cadre de l'aide bilatérale, j'ai décidé d'allouer 5 millions d'euros supplémentaires à un nouveau programme pour le Maroc. Les moyens supplémentaires serviront à la reconstruction de la région touchée par le tremblement de terre.

Lors de la dernière crise humanitaire à Gaza, nous avons débloqué 2 millions d'euros pour un soutien supplémentaire aux Palestiniens. La Belgique a ainsi répondu à l'appel urgent des Nations Unies pour une assistance internationale supplémentaire à la population de Gaza.

Au cours de la présidence européenne en 2024, nous placerons les crises oubliées en haut de l'agenda, par exemple lors du Forum humanitaire européen que nous organisons en mars. De nombreuses crises perdurent depuis des années. La complexité et l'absence de perspectives érodent l'attention portée à ces crises. Et

en de Wereldbank. De grote meerderheid van deze financiering is flexibel. Hierdoor kunnen onze partners snel reageren wanneer ze geconfronteerd worden met plotse escalaties. Na de vernieling van de Kakhovka dam bijvoorbeeld heeft UNFPA, met dank aan Belgische financiering, snel hulp kunnen verlenen. Zij zorgden voor een veilige opvang van geëvacueerde burgers in vrouwvriendelijke plekken.

In februari 2023 werden het Zuiden van Turkije en het Noordwesten van Syrië getroffen door een aardbeving. De beelden staan in ons collectief geheugen gegrift. Naast het veldhospitaal van B-Fast in Turkije dat België heeft opgezet, maakten we ook een 10 miljoen euro extra vrij voor humanitaire steun aan Syrië. De aardbeving verergerde de langdurige humanitaire crisis in het noordwesten van Syrië, waar al 2,7 miljoen mensen ontheemd waren en 4,1 miljoen mensen afhankelijk zijn van humanitaire hulp. Deze kwam boven op het pakket dat al voorzien was voor 2023. Meer dan 12 jaar na de start van de burgeroorlog, blijft de situatie in het land rampzalig.

Recenter zagen we ook de vreselijke aardbeving in Marokko en zorgde Storm Daniël voor enorme schade in Libië. Keer op keer zagen we na dergelijke natuurrampen, de kracht van lokale hulpverleners en vrijwilligers. Zij zijn degenen die als eerste ter plekke zijn en die de context het beste kennen. Naar aanleiding van deze rampen maakten we in 2023 één miljoen euro extra vrij voor het *Disaster Response Emergency Fund* (DREF) van de IFRC. Via dit fonds versterken we lokale Rode Kruis en Rode Halve Maanbewegingen die zowel vóór als na rampen aanwezig zijn op het terrein. Dat brengt onze totale bijdrage voor 2023 op een totaal van 4,5 miljoen euro. Via de bilaterale hulp heb ik beslist om 5 miljoen euro extra toe te kennen aan een nieuw programma voor Marokko. De extra middelen zullen naar de heropbouw gaan in de door de aardbeving getroffen regio.

Voor de meest recente humanitaire crisis in Gaza maakten we 2 miljoen euro vrij voor bijkomende steun aan de Palestijnen. België gaf zo gehoor aan de dringende oproep van de Verenigde Naties om extra internationale bijstand te voorzien voor de bevolking in Gaza.

Tijdens het Europees voorzitterschap in 2024 zullen we de vergeten crisissen hoog op de agenda zetten, bijvoorbeeld tijdens het Europees Humanitair Forum dat we in maart organiseren. Vele crisissen duren al vele jaren. De complexiteit en uitzichtloosheid zorgt ervoor dat de aandacht voor deze crisissen verdwijnt.

sans l'attention des millions de personnes risquent d'être abandonnées à leur sort. Les populations de l'est du Congo, des territoires palestiniens occupés, du Sahel, de la Syrie et de la région, de l'Afghanistan, du Yémen et de l'Éthiopie méritent davantage d'attention. L'aide reste essentielle pour les populations victimes de violences, d'inégalités extrêmes et des conséquences du changement climatique depuis des années. Mais avant tout, ce sont des solutions politiques qui sont nécessaires.

La RDC compte par exemple le plus grand nombre de personnes déplacées au monde (6,1 millions de personnes), le plus grand nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë (26 millions) et des niveaux choquants de violence sexuelle et basées sur le genre à l'encontre des femmes et des jeunes filles (35.000 cas de violence sexuelle pour la période janvier-juin 2023). Ces chiffres sont inimaginables. Nous continuerons à faire le nécessaire pour atténuer les conséquences humanitaires du conflit dans l'est du Congo. Le monde a besoin d'une RDC stable et les Congolais ont besoin de paix.

Enfin, de nouveaux programmes humanitaires d'ONG humanitaires belges ont été lancés. Ces organisations, en collaboration avec leurs partenaires locaux, apporteront leur aide au Sahel, à la région des Grands Lacs, à la Palestine et au Yémen. Nous lancerons également des projets spécifiques avec nos partenaires multilatéraux dans ces zones de crise oubliées, en mettant l'accent sur la protection des femmes et des enfants. Ainsi, nous soutenons par exemple les activités du CICR sur la violence sexuelle et liée au genre en RDC et le programme *education in emergencies* de l'UNRWA.

Pour terminer, je voudrais souligner que je continuerai à œuvrer pour que le droit humanitaire de la guerre soit respecté, pour que les civils et les travailleurs humanitaires ne soient jamais la cible d'actes de violence et pour un accès et sans entrave des travailleurs humanitaires et des secours.

5. Accueil et protection durables dans la région d'origine

En 2022, le nombre de personnes déplacées de force et d'apatrides a dépassé les 112,6 millions, soit une augmentation spectaculaire par rapport aux 35,8 millions d'il y a dix ans. Le HCR a déclaré pas moins de 35 situations d'urgence pour la seule année 2022. En outre, le nombre de réfugiés et de personnes déplacées devrait augmenter de manière significative dans les années à venir, en raison notamment des conflits violents, de l'augmentation des inégalités et de l'impact de la crise climatique.

En zonder aandacht dreigen miljoenen mensen aan hun lot overgelaten te worden. De bevolking in Oost-Congo, de bezette Palestijnse gebieden, de Sahel, Syrië en de regio, Afghanistan, Jemen en Ethiopië verdient meer aandacht. Hulp blijft essentieel voor de bevolking die al jaren slachtoffer is van geweld, extreme ongelijkheid en de gevolgen van de klimaatverandering. Maar bovenal is er nood aan politieke oplossingen.

De DRC bijvoorbeeld kent het hoogste aantal intern ontheemden ter wereld (bijna 7 miljoen mensen), telt het grootste aantal mensen in acute voedselonzekeerheid (26 miljoen) en schokkende niveaus van seksueel en gender gerelateerd geweld tegen vrouwen en meisjes (35.000 gevallen van seksueel geweld in januari-juni 2023). De cijfers zijn onvoorstelbaar. We zullen het nodige blijven doen om de humanitaire gevolgen van het conflict in Oost-Congo te verlichten. De wereld heeft nood aan een stabiele DRC en de Congolezen hebben nood aan vrede.

Daarnaast zijn de nieuwe humanitaire programma's van de Belgische humanitaire ngo's van start gegaan. Deze organisaties zullen, samen met hun lokale partners, hulp bieden in de Sahel, de regio van de Grote Meren, Palestina en Jemen. Ook met onze multilaterale partners zullen we specifieke projecten opstarten in deze langdurige, vergeten crisisgebieden met een focus op bescherming van kinderen en vrouwen. Zo steunen we bijvoorbeeld de activiteiten van het ICRC rond seksueel en gender gebaseerd geweld in de DRC en het *education in emergencies* programma van UNRWA.

Tenslotte wil ik benadrukken dat ik me zal blijven inzetten voor het respecteren van het humanitair oorlogsrecht, dat burgers en humanitaire hulpverleners nooit doelwit mogen zijn van geweld en voor ongehinderde toegang voor humanitaire hulpverleners en hulpgoederen.

5. Duurzame opvang en bescherming in de regio van herkomst

In 2022 is het aantal gedwongen ontheemden en staatlozen het aantal van 112,6 miljoen overschreden - een dramatische stijging ten opzichte van 35,8 miljoen slechts tien jaar geleden. UNHCR riep alleen al in 2022 maar liefst 35 noodsituaties uit. De verwachting is bovendien dat het aantal vluchtelingen en ontheemden de komende jaren aanzienlijk zal stijgen. Dit is mede het gevolg van gewelddadige conflicten, toenemende ongelijkheid en de impact van klimaatcrisis.

La grande majorité de ces personnes déplacées sont accueillies dans leur région d'origine, avec des perspectives limitées d'un avenir décent ou d'une solution durable. Il est donc urgent de déployer des efforts supplémentaires pour relever durablement ce défi, faute de quoi ces personnes resteront bloquées dans une situation incertaine, sans aucune perspective. La volonté et la capacité des pays d'accueil sont également souvent limitées, compte tenu de la pression exercée sur les services de base qui ne sont déjà pas très développés.

Outre l'aide humanitaire, nous voulons donc nous concentrer davantage sur la qualité de l'accueil et de la protection dans la région, ainsi que sur les solutions durables en cas de situations prolongées. L'intégration socio-économique et l'accès aux services de base pour les personnes déplacées, les réfugiés et les migrants (de retour) sont essentiels, d'une manière inclusive, en incluant les communautés d'accueil. À cette fin, nous réaliserons un effort supplémentaire de 10 millions d'euros en 2024 pour soutenir les activités de nos partenaires multilatéraux, qu'elles soient humanitaires ou plus structurelles. Le principe demeure évidemment qu'une approche efficace de la question migratoire doit s'attacher à traiter les causes fondamentales qui entraînent les flux migratoires (telles que les États défaillants, les conflits et la violence, la répression et les perspectives socio-économiques).

Nous examinerons systématiquement la manière dont nous pouvons mieux intégrer ce principe dans nos portefeuilles bilatéraux au cours des prochaines années, toujours conformément à l'un des principaux objectifs de la note stratégique sur la migration et le développement. Pour le Burundi, par exemple, j'ai donné pour instruction de tenir compte de la situation spécifique des réfugiés de retour et des personnes déplacées dans le pays. Enabel les intégrera systématiquement dans des activités axées sur l'accès aux services de base et sur les opportunités socio-économiques pour les femmes et les jeunes filles. De même, dans nos nouveaux programmes bilatéraux en Ouganda et au Rwanda, les réfugiés de la région sont explicitement repris en tant que groupe cible.

Le Liban accueille le plus grand nombre de réfugiés par habitant au monde, tout en étant confronté à une crise économique, financière et politique de grande ampleur. Cette situation nuit à la cohésion sociale et contribue à l'émergence d'un sentiment négatif à l'égard des réfugiés. C'est pourquoi nous finançons cette année un nouveau projet par l'intermédiaire de la ligne budgétaire "consolidation de la société", qui vise à contribuer à des solutions durables pour les nombreux réfugiés syriens dans le pays en donnant des moyens d'action tant aux réfugiés qu'aux Libanais vulnérables. La coopération non gouvernementale s'intéresse déjà au nexus entre

De overgrote meerderheid van deze ontheemden wordt opgevangen in de regio's van herkomst, met beperkt perspectief op een menswaardige toekomst of duurzame oplossing. Daarom zijn bijkomende inspanningen voor een duurzame aanpak van deze uitdaging dringend nodig, zoniet blijven deze mensen vast zitten in een ongewisse situatie, zonder perspectieven. De bereidheid en capaciteit van de opvanglanden is vaak ook beperkt gezien de druk op basisdiensten die al niet sterk ontwikkeld zijn.

Naast humanitaire hulpverlening willen we in langdurige situaties daarom meer inzetten op kwalitatieve opvang én bescherming in de regio en duurzame oplossingen. Socio-economische integratie en de toegang tot basisdiensten voor ontheemden, vluchtelingen en (teruggekeerde) migranten zijn essentieel, op een inclusieve manier, dus ook met aandacht voor de gastgemeenschappen. In 2024 doen we daarvoor een extra inspanning van 10 miljoen euro om activiteiten van onze multilaterale partners te ondersteunen – zowel humanitair als meer structureel. Uiteraard blijft het beginsel gelden dat een effectieve aanpak van de migratieproblematiek gericht moet zijn op de aanpak van de grondoorzaken die leiden tot grote migratiebewegingen (zoals falende en gefaalde staten, conflicten en geweld, onderdrukking en socio-economische perspectieven).

We zullen de komende tijd systematisch bekijken hoe we dit beter kunnen integreren in onze bilaterale portefeuilles, dit ook in lijn met één van de voornaamste doelstellingen uit de strategienota migratie en ontwikkeling. Voor Burundi bijvoorbeeld gaf ik de instructie om rekening te houden met de specifieke situatie van terugkerende vluchtelingen en intern ontheemden in het land. Enabel zal hen systematisch integreren in de activiteiten gericht op de toegang tot basisdiensten en rond sociaaleconomische kansen voor vrouwen en meisjes. Ook in onze nieuwe bilaterale programma's in Oeganda en Rwanda, zijn vluchtelingen uit de regio expliciet opgenomen als doelgroep.

Libanon vangt het hoogste aantal vluchtelingen per capita op in de wereld en wordt tegelijkertijd geconfronteerd met een enorme economische, financiële en politieke crisis. Deze situatie ondermijnt sociale cohesie en draagt bij aan een negatief sentiment ten aanzien van vluchtelingen. Daarom financieren we dit jaar via de budgetlijn maatschappijopbouw een nieuw project dat wil bijdragen tot duurzame oplossingen voor de vele Syrische vluchtelingen in het land door zowel vluchtelingen als kwetsbare Libanezen te versterken. Ook via de niet-gouvernementele samenwerking wordt in Libanon al aandacht besteed aan de nexus tussen humanitaire

l'aide humanitaire, l'aide au développement et la paix au Liban, afin de promouvoir des solutions plus durables pour les réfugiés.

Pour le Sahel, nous allons examiner comment un nouveau projet peut donner à l'important groupe de personnes déplacées et aux communautés d'accueil vulnérables une perspective plus durable pour une vie digne. Les programmes existants fournissent déjà des pistes à cette fin, dont nous pouvons tirer des enseignements. À cette fin, nous pourrions bâtir des ponts entre l'aide humanitaire et la coopération au développement (nexus). De cette manière, nous voulons veiller davantage à ce que les administrations et organisations locales des pays d'accueil, ainsi que les partenaires humanitaires internationaux et les acteurs du développement coopèrent pour apporter des solutions durables. Nous pouvons ainsi offrir aux personnes déplacées dans leur propre pays et région un accueil et un avenir plus sûr. Ces efforts visent également à réduire la nécessité d'entreprendre le long et périlleux voyage vers l'Europe.

6. Sécurité alimentaire

La pandémie de COVID-19, l'invasion de l'Ukraine par la Russie et les conséquences de la crise climatique montrent à quel point les événements et les crises à l'échelle mondiale peuvent avoir un impact majeur sur la sécurité alimentaire, et particulièrement dans les pays les moins développés. L'entrave aux exportations de céréales en provenance d'Ukraine montre en outre que la nourriture est cyniquement utilisée comme une monnaie d'échange et une arme politiques. La FAO estime qu'entre 691 millions et 783 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde. Près de 238 millions de personnes dans 48 pays touchés par une crise alimentaire sont confrontés à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë. Les progrès réalisés au cours de la décennie précédente ont été en grande partie anéantis.

Dans ce contexte, il est essentiel de renforcer la résilience des personnes et des communautés, afin qu'elles résistent mieux aux chocs inattendus. Dans nos pays partenaires, le secteur agricole est souvent la principale source d'emploi, mais les populations rurales restent souvent confrontées à la pauvreté. Dans le cadre des différents canaux de la solidarité internationale belge, nous contribuons donc activement à la transition vers des systèmes alimentaires plus durables. À cet égard, nous accordons une attention particulière aux petits agriculteurs, à la promotion de méthodes agricoles durables, telles que l'agroécologie, et à la stimulation d'une production et d'une consommation locales d'une alimentation nutritive.

hulp, ontwikkelingshulp en vrede om meer duurzame oplossingen voor vluchtelingen te promoten.

Voor de Sahel gaan we onderzoeken hoe we met een nieuw project de grote groep ontheemden daar aanwezig en de kwetsbare gastgemeenschappen een duurzamer perspectief kunnen bieden op een menswaardig bestaan. De bestaande landenprogramma's bieden hiertoe al aanknopingspunten waar we lessen uit kunnen trekken. Op die manier zouden we ook beter de brug tussen humanitaire hulp en ontwikkelingssamenwerking maken (nexus), en kunnen we er beter voor zorgen dat de lokale administraties en organisaties in de opvanglanden, samen met de internationale humanitaire partners en ontwikkelingsactoren, samen voor duurzame oplossingen zorgen. Zo kunnen we ontheemden in eigen land en eigen regio, opvang en een veiligere toekomst bieden. Deze inspanningen zouden ook gericht zijn op het verkleinen van de noodzaak om de lange en gevaarlijke doorreis naar Europa te ondernemen.

6. Voedselzekerheid

De COVID-19 pandemie, de Russische invasie van Oekraïne en de gevolgen van de klimaatcrisis laten zien hoe gebeurtenissen en crisissen wereldwijd een grote impact kunnen hebben op de voedselzekerheid, en dat vooral in de minst ontwikkelde landen. Het belemmeren van de graanexport uit Oekraïne toont bovendien aan dat voedsel cynisch wordt ingezet als politieke pasmunt en wapen. Volgens schattingen van de FAO zijn er wereldwijd tussen de 691 miljoen en de 783 miljoen mensen die hongerlijden. Bijna 238 miljoen mensen in 48 landen met een voedselcrisis worden geconfronteerd met een hoge mate van acute voedselonzekeerheid. De vooruitgang die het vorige decennium was geboekt, is grotendeels tenietgedaan.

Gezien deze context is het van cruciaal belang om de weerbaarheid van mensen en gemeenschappen te versterken, waardoor ze beter bestand zijn tegen onverwachte schokken. In onze partnerlanden is de landbouwsector vaak de belangrijkste bron van werkgelegenheid, maar toch blijft de rurale bevolking vaak in armoede verkeren. Binnen de verschillende kanalen van de Belgische Internationale Solidariteit dragen we dan ook actief bij aan de overgang naar duurzamere voedselsystemen. We hebben hierbij bijzondere aandacht voor kleinschalige landbouwers, de bevordering van duurzame landbouwmethoden zoals agro-ecologie en het stimuleren van lokale productie en consumptie van voedszaam voedsel.

Sur les 13 nouveaux programmes bilatéraux par pays lancés au cours de cette législature, des activités spécifiques visant à renforcer la sécurité alimentaire ont été lancées pour 9 pays. En outre, grâce au portefeuille climat régional au Sahel, nous soutenons les gouvernements locaux, régionaux et nationaux dans la lutte contre l'insécurité alimentaire, la gestion durable des ressources naturelles, la création d'emplois verts et décents et la promotion de l'égalité entre hommes et femmes. Par ailleurs, dans plusieurs pays partenaires (par exemple, l'Ouganda, la Tanzanie, le Sénégal et le Burundi), nous nous concentrons sur les compétences et les emplois dans l'agriculture et l'économie verte, avec une attention particulière pour les femmes.

Grâce à notre partenariat avec le Burundi, par exemple, 10.000 agriculteurs ont été impliqués dans la promotion de cultures à haute valeur nutritionnelle, 305 producteurs se sont spécialisés dans la production de semences locales et 53.000 plants de bananes résistants ont été produits. 900 groupes Champs Ecole Paysans ont été créés pour 30.000 ménages afin d'améliorer les techniques de production et de répandre des techniques innovantes dans le domaine de l'agroécologie. Près de 7.000 exploitations familiales supplémentaires ont été soutenues avec l'aide de l'ONG CARITAS. À l'avenir, l'accent sera mis encore davantage sur les systèmes alimentaires durables pour contribuer à la transformation du secteur agricole et alimentaire au Burundi dans le but de le rendre plus durable, plus productif, plus inclusif et plus sain, en soutenant une production plus respectueuse de l'environnement, conforme aux besoins de sécurité alimentaire et nutritionnelle du pays et qui améliore les conditions de vie de la population, et particulièrement des ménages les plus vulnérables.

Par l'intermédiaire de nos partenaires multilatéraux, nous soutenons également des projets complémentaires à nos programmes bilatéraux. Selon le rapport mondial sur les crises alimentaires 2023, la RDC connaît la plus grande crise alimentaire au monde. Ainsi, grâce à un projet que nous avons lancé l'année dernière en collaboration avec le FIDA et la Commission européenne, Enabel lancera bientôt des activités dans ce sens en RDC. L'objectif est de permettre aux petits producteurs ruraux de renforcer leurs pratiques agroécologiques. Enabel est également active dans le secteur agricole en RDC par le biais d'une coopération bilatérale. Au Burkina Faso, nous avons également financé un projet spécifique autour de la construction de bassins, en complément de notre partenariat climat au Sahel.

Des efforts supplémentaires resteront nécessaires dans les années à venir. En 2024, nous accorderons une attention particulière à l'impact de l'insécurité alimentaire sur les enfants. En 2022, 8 millions d'enfants

Van de 13 nieuwe bilaterale landenprogramma's die deze legislatuur werden opgestart, werd voor 9 landen specifieke activiteiten opgestart die de doelstelling hebben de voedselzekerheid te versterken. Daarnaast ondersteunen we via de regionale klimaatportefeuille in de Sahel lokale, regionale en nationale overheden bij het bestrijden van voedselonzekeerheid, duurzaam beheer van natuurlijke hulpbronnen, het creëren van groene en fatsoenlijke banen en het bevorderen van gelijkheid tussen mannen en vrouwen. In verschillende partnerlanden (bv. Oeganda, Tanzania, Senegal en Burundi) zetten we ook in op vaardigheden en jobs in de landbouw en de groene economie, met bijzondere aandacht voor vrouwen.

Dankzij ons partnerschap met Burundi bijvoorbeeld werden tienduizend landbouwers betrokken bij het promoten van gewassen met een hoge voedingswaarde, hebben 305 producenten zich gespecialiseerd in de productie van lokale zaden en zijn er 53.000 resistente bananenplanten geproduceerd. Er zijn 900 Champs Ecole Paysans-groepen opgezet voor 30.000 huishoudens om productietechnieken te verbeteren en innovatieve technieken te verspreiden, op het gebied van agro-ecologie. Bijna 7.000 extra familieboerderijen zijn ondersteund met de hulp van de Ngo CARITAS. In de toekomst zal de focus nog meer liggen op duurzame voedselsystemen om bij te dragen aan de transformatie van de landbouw- en voedingsmiddelensector in Burundi om deze duurzamer, productiever, inclusiever en gezonder te maken, door een milieuvriendelijkere productie te ondersteunen die in overeenstemming is met de voedselzekerheid en voedingsbehoeften van het land en die de levensomstandigheden van de bevolking verbetert, met name van de meest kwetsbare huishoudens.

Via onze multilaterale partners steunen we bovendien projecten die complementair zijn aan onze bilaterale programma's. Volgens het *Global Report on Food Crises 2023* kent de DRC de grootste voedselcrisis ter wereld. Met een project dat we vorig jaar opstartten samen met IFAD en de Europese Commissie, zal Enabel dan ook binnenkort in die zin activiteiten opstarten in DRC. Het doel is om kleinschalige producenten op het platteland in staat te stellen hun agro-ecologische praktijken te versterken. Ook via de bilaterale samenwerking is Enabel bovendien actief in de landbouwsector in DRC. In Burkina Faso financierden we dan weer een specifiek project rond de aanleg van waterbekkens, complementair met ons klimaatpartnerschap in de Sahel.

Extra inspanningen blijven de komende jaren nodig. In 2024 zullen we bijzondere aandacht besteden aan de impact van voedselonzekeerheid op kinderen. In 2022 waren er 8 miljoen kinderen ter wereld die het risico liepen

dans le monde risquaient de souffrir d'émaciation, la forme la plus mortelle de malnutrition. Par l'intermédiaire de l'UNICEF, nous avons donc soutenu le programme "No Time To Waste". L'UNICEF a permis à 5,5 millions d'enfants dans 15 pays (dont la RDC, l'Afghanistan, l'Éthiopie et le Soudan) de bénéficier de traitements vitaux en 2022. Au total, le programme vise à atteindre 26 millions d'enfants et de femmes grâce à un ensemble d'actions essentielles en matière de nutrition pour la mère et l'enfant et de protection sociale pour la prévention, la détection et le traitement précoces de l'émaciation chez les enfants.

En outre, nous avons décidé à d'adhérer à la *School Meals Coalition*. Nous unissons nos forces à celles d'autres pays et d'organisations multilatérales pour que l'importance des repas scolaires figure en meilleure place dans l'agenda politique. Les repas scolaires sont essentiels pour donner aux enfants au moins un repas par jour. Mais l'impact des repas scolaires est plus large que cela: ils incitent les enfants à aller à l'école. Et ils peuvent aussi soutenir l'agriculture et les marchés locaux.

7. Égalité des genres et autonomisation

L'égalité des genres est un droit universel et une condition nécessaire pour engranger des résultats en matière de développement durable. L'égalité des genres et l'autonomisation des jeunes filles et des femmes sont menacées et réprimées dans le monde entier par des forces autoritaires, religieuses et réactionnaires. En outre, selon un nouveau rapport du PNUD, les femmes du monde entier n'atteignent en moyenne que 60 % de leur potentiel. C'est précisément parce que le risque de retour en arrière est réel et que cela est essentiel pour parvenir à un développement durable efficace que je continue à accorder une attention particulière à l'autonomisation des jeunes filles et des femmes.

Cet engagement se traduit non seulement dans le cadre d'une coopération de base avec des partenaires multilatéraux tels que le FNUAP et l'UNWOMEN, mais également dans tous nos programmes bilatéraux ainsi que, par exemple, dans le programme climatique belge au Sahel. C'est ainsi que la moitié des petits exploitants bénéficiant d'interventions agroécologiques au Sénégal seront des femmes, et qu'au moins 40 à 50 % des terres restaurées dans le cadre du partenariat seront mises à la disposition des femmes dans chacun des quatre pays.

Mais nous n'abandonnons pas non plus les pays confrontés à des crises complexes et aiguës et/ou à des besoins humanitaires prolongés. En collaboration avec des partenaires internationaux tels que le Global Survivors Fund, l'UNICEF, l'UNFPA, le CICR et l'UNRWA, nous avons activement investi ces dernières années, entre

op 'wasting' - de meest dodelijke vorm van ondervoeding. Via UNICEF steunden we daarom het 'No Time To Waste' programma. UNICEF bereikte in 2022 5.5 miljoen kinderen in 15 landen (o.a. DRC, Afghanistan, Ethiopië en Soedan) met levensreddende behandelingen. In totaal wil men met het programma 26 miljoen kinderen en vrouwen bereiken met een pakket essentiële acties op het gebied van voeding voor moeder en kind en sociale bescherming voor de vroegtijdige preventie, opsporing en behandeling van *wasting* bij kinderen.

Daarnaast beslisten we toe te treden tot de *School Meals Coalition*. We bundelen onze krachten met andere landen en multilaterale organisaties om het belang van schoolmaaltijden hoger op de politieke agenda te zetten. Schoolmaaltijden zijn essentieel om kinderen minimaal één maaltijd per dag te geven. Maar de impact van schoolmaaltijden is breder dan dat. Ze zijn een stimulans om kinderen naar school te laten gaan. En ze kunnen de lokale landbouw en markten ondersteunen.

7. Gendergelijkheid en empowerment

Gendergelijkheid is een universeel recht en een noodzakelijke voorwaarde voor het boeken van resultaten voor duurzame ontwikkeling. Gendergelijkheid en empowerment van meisjes en vrouwen worden wereldwijd bedreigd en onderdrukt door autoritaire, religieuze en reactionaire krachten. Volgens een nieuw UNDP-rapport bereiken vrouwen wereldwijd bovendien gemiddeld slechts 60 % van hun potentieel. Net omdat de klok dreigt teruggedraaid te worden en omdat het cruciaal is in het bereiken van effectieve duurzame ontwikkeling, blijf ik specifieke aandacht verlenen aan de versterking van de positie van meisjes en vrouwen.

Dit engagement vertaalt zich niet enkel in de samenwerking met multilaterale partners als UNFPA en UNWOMEN, maar ook in al onze landenprogramma's, alsook in bijvoorbeeld het Belgisch klimaatprogramma in de Sahel. Zo zal de helft van de kleine boeren die door agro-ecologische interventies in Senegal worden ondersteund, vrouw zijn en zal ten minste 40 tot 50 % van het land dat via het partnerschap wordt hersteld, beschikbaar worden gesteld aan vrouwen in elk van de vier landen.

Maar ook landen die geconfronteerd worden met complexe, acute crisissen en/of langdurige humanitaire behoeften, laten we niet in de steek. Samen met internationale partners als Global Survivors Fund, UNICEF, UNFPA, ICRC en UNRWA investeerden we de afgelopen jaren actief in financiële of psychosociale steun

autres, dans le soutien financier ou psychosocial aux survivants de violences sexuelles en Ukraine, dans le renforcement des services de santé et de la lutte contre la violence liée au genre en RDC, ainsi que dans une plateforme d'enregistrement numérique qui permet aux jeunes filles et aux femmes palestiniennes d'accéder directement elles-mêmes aux services médicaux et sociaux.

Les acteurs de la coopération non gouvernementale, tels que Plan International Belgique et l'APEFE Maroc, investissent aussi activement dans l'autonomisation des femmes en améliorant leur intégration socio-économique par la création d'une activité entrepreneuriale ou en améliorant leur employabilité afin d'accéder au marché du travail.

En 2024, je poursuivrai également cet engagement par le biais du Partenariat pour les approvisionnements de l'UNFPA et de SheDecides. L'accès à des moyens contraceptifs modernes et abordables a un impact considérable sur la vie des femmes et des jeunes filles. Elles peuvent rester à l'école plus longtemps, ce qui leur permet d'aspirer à de meilleurs emplois et d'être moins susceptibles de tomber dans la pauvreté. Je continuerai donc à lutter pour un monde où les femmes et les jeunes filles peuvent décider elles-mêmes de leur corps, de leur vie et de leur avenir.

Je mettrai également l'égalité des genres, l'égalité des droits pour les personnes LGBTQI+ et l'accès universel à la santé sexuelle et reproductive à l'ordre du jour de la présidence belge de l'UE, car même au sein de l'UE, certains États membres remettent en question l'égalité des genres. Les femmes se sont battues pour leurs droits. Nous ne pouvons pas permettre un retour en arrière.

Pour la Belgique, la promotion de l'entrepreneuriat féminin est un levier important pour parvenir à un développement durable. La Belgique a donc mis à l'honneur quatre femmes entrepreneures cette année lors de la remise du premier prix AWA, organisé par Enabel en collaboration avec BIO-invest. Le prix Awa récompense le travail de femmes dont l'entreprise a un impact positif sur leur communauté. Chaque année, 12 femmes entrepreneures des pays de la coopération belge sont ainsi mises en lumière et récompensées. Nous organiserons à nouveau ces récompenses l'année prochaine. L'émancipation permet de surmonter les inégalités.

Récemment, nous avons été très actifs lors de négociations et de forums internationaux, sur l'égalité des genres et des droits des personnes LGBTQI+, dans l'intérêt des droits de chacun d'entre nous. En tant que nouvelle championne SheDecides, je continuerai à assumer ce

pour overlevers van seksueel geweld in Oekraïne, de versterking van gezondheidsdiensten en de strijd tegen gendergerelateerd geweld in DRC, alsook een digitaal registratieplatform die Palestijnse meisjes en vrouwen zelf de rechtstreekse toegang geeft tot medische en sociale diensten.

Ook de niet-gouvernementele samenwerkingsactoren zoals Plan International België en APEFE Marokko zetten actief in op de empowerment van vrouwen door hun sociaaleconomische integratie te verbeteren via het opzetten van een ondernemersactiviteit of het verbeteren van hun inzetbaarheid om toegang te krijgen tot de arbeidsmarkt.

In 2024 zal ik dit engagement verderzetten via het UNFPA Supplies Partnership en het SheDecides project. Toegang hebben tot moderne en betaalbare voorbehoedsmiddelen heeft een grote impact op het leven van vrouwen en meisjes. Ze kunnen langer op school blijven, waardoor ze betere banen kunnen ambiëren en minder kans lopen om in armoede te belanden. Ik zal blijven streven naar een wereld waarin vrouwen en meisjes beslissingen kunnen nemen over hun lichaam, hun leven en hun toekomst.

Ook tijdens het Belgische voorzitterschap van de EU zal ik gendergelijkheid, de gelijke rechten voor LGBTQI+-personen en de universele toegang tot seksuele en reproductieve gezondheid op de agenda zetten, want zelfs binnen de EU zijn er lidstaten die gendergelijkheid opnieuw in vraag stellen. Vrouwen hebben hard gestreden voor hun rechten. We mogen niet toelaten dat de klok teruggedraaid wordt.

Voor België is het bevorderen van vrouwelijk ondernemerschap een belangrijke hefboom om tot duurzame ontwikkeling te komen. België vierde dit jaar dan ook vier vrouwelijke ondernemers tijdens de uitreiking van de eerste AWA-prijs, georganiseerd door Enabel samen met BIO-invest. De Awa-prijs bekroont het werk van vrouwen die met hun onderneming een positieve impact hebben op hun gemeenschap. Elk jaar worden op die manier 12 vrouwelijke ondernemers uit landen van de Belgische samenwerking in de schijnwerpers gezet en beloond. Ook volgend jaar zullen we dit opnieuw organiseren. Emancipatie overwint ongelijkheid.

De afgelopen tijd waren we heel actief in internationale onderhandelingen en fora voor gendergelijkheid en de rechten van LGBTQI+-personen, in het belang van de rechten ons allen. Als nieuwe SheDecides Champion zal ik deze rol in de toekomst ook blijven vervullen. Dat doe ik

rôle à l'avenir. Je ne le fais pas seule, car Enabel, BIO, le Conseil consultatif Genre et Développement ainsi que des organisations non gouvernementales telles que Memisa, Médecins du Monde et Sensoa, sont des alliés fidèles autour de cette table. Ensemble, nous continuons à lutter pour un monde favorisant davantage l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des jeunes filles.

Chaque femme doit pouvoir vivre à l'abri de la peur, de la violence et de l'oppression. Toujours. Partout.

8. Les jeunes et la citoyenneté mondiale

La citoyenneté mondiale est et reste un axe stratégique clé de notre politique. Les Nations Unies appellent d'ailleurs tous les États à promouvoir activement et durablement l'éducation à la citoyenneté mondiale, qui fait partie intégrante de la réalisation des Objectifs de développement durable. Initier les jeunes à la complexité des défis locaux et mondiaux, aux relations d'interdépendance, mais aussi leur donner l'occasion de s'engager individuellement et collectivement, tel est le nouveau programme BeGlobal d'Enabel, où la citoyenneté mondiale est au cœur des préoccupations. Le programme junior de l'agence de développement Enabel a également été réformé cette année, si bien que davantage de jeunes ont désormais la possibilité d'apporter une contribution professionnelle à la solidarité internationale grâce à des trajets de mise à l'emploi destinés aux jeunes de nos pays partenaires. Une offre sera également proposée aux jeunes Européens issus de l'enseignement technique et professionnel afin de leur permettre d'acquérir une expérience internationale.

Actuellement, 58 acteurs de la coopération non gouvernementale sont actifs dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté mondiale. Cela se traduit par des milliers de jeunes et d'adultes formés et sensibilisés à la solidarité internationale en Belgique. Les derniers chiffres montrent que 86 % des élèves ayant participé à un projet de citoyenneté mondiale ont développé des compétences leur permettant de mieux comprendre les défis mondiaux, et 75 % se sont forgé une opinion critique.

Parce que sans perspective d'avenir concrète, l'instabilité guette et l'insécurité peut s'accroître, les jeunes sont également au centre de nos programmes bilatéraux. Et aussi parce que les jeunes détiennent la solution aux problèmes d'aujourd'hui et de demain. Soutenir les jeunes dans le passage de l'enseignement vers la vie professionnelle et leur offrir des formations spécifiques est au cœur de nos programmes bilatéraux. En Ouganda, en RDC et en Palestine, nous formons les jeunes aux emplois d'avenir dans l'économie verte - de l'agriculture durable à l'économie circulaire en passant par les

niet alleen, want Enabel, BIO, de Adviesraad Gender en Ontwikkeling alsook niet-gouvernementele organisaties als Memisa, Médecins du Monde en Sensoa zijn trouwe bondgenoten rond deze tafel. Samen blijven we strijden voor een meer gendergelijke wereld en empowerment voor vrouwen en meisjes.

Elke vrouw moet vrij van angst, geweld en onderdrukking kunnen leven. Altijd. Overal.

8. Jongeren en wereldburgerschap

Wereldburgerschap is en blijft een belangrijke strategische as in ons beleid. De Verenigde Naties roepen alle staten op om wereldburgerschapeducatie actief en duurzaam te bevorderen, als integraal onderdeel om de SDG's te kunnen bereiken. Jongeren laten kennismaken met de complexiteit van lokale en mondiale uitdagingen, de onderlinge afhankelijkheidsrelaties, maar ook opportuniteiten aanreiken om zich individueel en collectief te engageren, dat is het nieuwe BeGlobal Programma van Enabel waar wereldburgerschap centraal staat. Ook het juniorprogramma van het ontwikkelingsagentschap Enabel werd dit jaar hervormd waarbij meer jongeren de kans krijgen een professionele bijdrage te leveren aan internationale solidariteit via tewerkstellingstrajecten voor jongeren uit onze partnerlanden. Daarnaast komt er ook een aanbod voor jonge Europeanen uit het technisch- en beroepsonderwijs dat hen internationale ervaringen laat opdoen.

Momenteel zijn 58 niet-gouvernementele samenwerkingsactoren actief in wereldburgerschapeducatie. Dit vertaalt zich in duizenden jongeren en volwassenen die in België opgeleid en gesensibiliseerd zijn rond internationale solidariteit. De meest recente cijfers toonden aan dat 86 % van de leerlingen die deelnamen aan een wereldburgerschapproject, vaardigheden ontwikkelden om de mondiale uitdagingen beter te begrijpen en 75 % een kritische mening vormde.

Omdat zonder een concreet toekomstperspectief, instabiliteit om de hoek loert, en onveiligheid kan toenemen, staan jongeren ook in onze bilaterale programma's centraal. Ook omdat jongeren de oplossing belichamen voor de problemen van vandaag én morgen. Jongeren ondersteunen in de overgang van onderwijs naar het professionele leven en hen specifieke opleidingen aanbieden, staat centraal in onze bilaterale programma's. In Oeganda, DRC en Palestina leiden we jongeren op voor de jobs van de toekomst in de groene economie – van duurzame landbouw, over digitale vaardigheden tot

compétences numériques. Pour la première fois, nous sommes allés au-delà des secteurs classiques dans nos programmes bilatéraux en nous concentrant sur le développement culturel, la participation des jeunes, le sport ou le bien-être psychosocial, comme dans les Territoires palestiniens.

Ma priorité est également de donner la parole aux jeunes et de leur donner la possibilité de contribuer à une société durable et plus inclusive. Grâce au partenariat climat au Sahel, nous créons des réseaux entre les jeunes de différents pays et nous les impliquons dans le dialogue politique à différents niveaux, mais aussi dans la médiation des conflits. Nous avons également augmenté notre contribution à l'initiative *Climate Promise* du PNUD, en mettant l'accent sur le soutien de la participation des jeunes des pays du sud à la mise en œuvre et à l'amélioration des plans climatiques nationaux.

À l'automne, nous organiserons pour la première fois un véritable événement pour les jeunes. En collaboration avec Enabel et des partenaires non gouvernementaux, nous débattons avec des jeunes de tous horizons sur ce qu'est la solidarité internationale, ce qu'elle signifie pour eux et leur engagement, ou ce qu'elle devrait devenir. Nous les mettrons également en contact avec un large éventail d'acteurs du secteur public, de la société civile, de jeunes entrepreneurs verts et sociaux afin de les aider à concrétiser leur engagement international.

Les jeunes sont souvent au début de la recherche d'une carrière ayant un impact, d'un rêve d'autonomie, d'un avenir plein d'espoir. Donner la parole aux jeunes dans les forums internationaux et nationaux, mais aussi les écouter lors de visites de travail et se soucier de leurs préoccupations, voilà ce que je veux continuer à faire dans les mois à venir.

9. Le travail décent

Avec tous nos partenaires, nous faisons de la lutte pour la protection sociale et le travail décent une priorité dans le monde entier. En effet, un emploi durable est une garantie d'autonomie, c'est-à-dire un emploi qui offre un salaire décent associé à des droits du travail forts. Miser sur le travail décent, c'est donc mettre l'accent non seulement sur l'emploi, mais aussi sur les droits sociaux, la protection sociale et le dialogue social.

Cette approche holistique est visible chez Enabel, qui accompagne 20.000 personnes pour trouver un travail décent en Afrique centrale, mais qui mise aussi sur les inspections du travail et la représentation syndicale. En outre, l'approche intégrée de nos partenaires non gouvernementaux dans plus de 20 pays, par le biais

de circulaire économie. Voor het eerst gaan we in onze bilaterale programma's ook verder door in te zetten op culturele ontplooiing, op jongerenparticipatie, op sport of op psychosociaal welzijn, zoals in de Palestijnse Gebieden.

Jongeren aan het woord laten en de mogelijkheden geven om bij te dragen aan een duurzame en meer inclusieve maatschappij, dat stel ik eveneens voorop. Via het Sahel klimaatpartnerschap creëren we netwerken tussen jongeren van verschillende landen en betrekken we hen in beleidsdialoog op verschillende niveaus maar ook in conflictbemiddeling. Daarnaast verhoogden we ook onze bijdrage aan het UNDP *Climate Promise*-initiatief met een specifieke focus op het ondersteunen van de participatie van jongeren uit het Globale Zuiden bij de implementatie en de verbetering van de nationale klimaatplannen.

In het najaar organiseren we voor het eerst een waar jongerenevenement. In samenwerking met Enabel en niet-gouvernementele partners zullen we met diverse jongeren in debat gaan over wat internationale solidariteit is, wat het voor hen en hun engagement betekent of wat het zou moeten worden. Daarnaast zullen we hen in contact brengen met een brede waaier aan actoren uit de publieke sector, de civiele maatschappij, jonge, groene en sociale ondernemers om hen te helpen hun internationaal engagement concreet vorm te geven.

Jongeren staan vaak aan de start van de zoektocht naar een loopbaan met impact, een droom met autonomie, een hoopvolle toekomst. Jongeren een stem geven op zowel internationale als nationale fora maar ook tijdens werkbezoeken een luisterend oor bieden en hun zorgen ter harte nemen, daar wil ik mij de komende maanden nog heel graag verder voor inzetten.

9. Waardig Werk

Met al onze partners maken we van de strijd voor sociale bescherming en waardig werk wereldwijd een prioriteit. Een duurzame job is immers een garantie op zelfredzaamheid. Dat betekent een job die een leefbaar loon biedt in combinatie met sterke arbeidsrechten. Inzetten op waardig werk betekent dus niet alleen focussen op jobs, maar ook op sociale rechten en bescherming en sociale dialoog.

Die totaalaanpak is zichtbaar bij Enabel dat in Centraal-Afrika 20.000 mensen begeleidt naar waardig werk, maar ook inzet op arbeidsinspecties en vakbondsvertegenwoordiging. Daarnaast zorgt de geïntegreerde aanpak van onze niet-gouvernementele partners in meer dan 20 landen, via het Gemeenschappelijk Strategisch Kader

du Cadre stratégique commun Travail décent, garantit une prospérité mieux partagée. Grâce aux efforts de leurs partenaires, 900.000 travailleurs domestiques en Afrique du Sud peuvent désormais compter sur un salaire minimum plus élevé, le Salvador a ratifié cinq nouvelles conventions internationales sur le travail et, en Côte d'Ivoire, le salaire minimum pour tous les travailleurs a été augmenté de 25 %. L'expertise de ces acteurs sera mise à profit dans une Note stratégique Travail décent.

L'Organisation Internationale du Travail (OIT) reste notre référence en matière de travail décent. Nous coopérons avec l'OIT notamment sur l'accès à un pilier essentiel pour la Coopération belge au développement: la protection sociale. Dans cinq pays d'Afrique subsaharienne, nous mettons en place des systèmes qui offrent une protection, par exemple en cas de maladie, de vieillesse ou de chômage. Au Burkina Faso, par exemple, 3,3 millions de travailleurs, y compris ceux de l'économie informelle, bénéficieront d'une couverture de santé solidaire d'ici 2025. Vu l'importance du lien entre les soins de santé universels et la protection sociale pour parvenir à des soins abordables pour tous, j'insisterai encore sur ce point lors de la Présidence belge de l'UE en 2024.

Notre société d'investissement pour les pays en développement promeut le travail décent au travers de ses investissements en générant des opportunités d'emploi pour des personnes en situation de pauvreté, associées à des droits, des conditions de travail décent, une représentation et une protection sociale. En 2023, une nouvelle stratégie de travail décent a été adoptée par l'organisation compte tenu de la législation locale, de l'International Finance Corporation Performance Standard 2 et des conventions fondamentales de l'OIT, de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail et des normes fondamentales de l'OIT.

Des efforts supplémentaires en matière de protection sociale, élément essentiel de l'État-providence, resteront nécessaires dans les années à venir. 4 milliards de personnes sont toujours confrontées à des difficultés financières au moindre revers de fortune. C'est pourquoi, conjointement avec l'Organisation internationale du Travail, l'Allemagne et l'Espagne, j'ai lancé l'Accélérateur mondial pour l'emploi et la protection sociale et des transitions justes. Ce nouvel instrument, qui réunit des pays, des agences des Nations Unies, des travailleurs, des employeurs et la Banque mondiale sous l'égide de l'OIT, permettra d'étendre considérablement la protection sociale dans le monde et de créer 400 millions d'emplois durables. Au cours de l'année à venir, la Belgique contribuera à façonner cet instrument. L'accent sera mis sur la mise en œuvre en Afrique.

rond Waardig Werk, voor meer gedeelde welvaart. Dankzij inspanningen van hun partners kunnen 900.000 huishoudwerkers in Zuid-Afrika nu rekenen op een hoger minimumloon, ratificeerde El Salvador vijf nieuwe internationale arbeidsconventies en is in Ivoorkust het minimumloon voor alle arbeiders opgetrokken met 25 %. De expertise van deze actoren wordt verzilverd in een Strategienota Waardig Werk.

De Internationale Arbeidsorganisatie (IAO) blijft ons referentiepunt voor waardig werk. Met de IAO werken we vooral samen op toegang tot een pijler die van essentieel belang is voor de Belgische ontwikkelingssamenwerking: sociale bescherming. In vijf landen in Sub-Sahara Afrika bouwen we systemen uit die bescherming bieden, bijvoorbeeld in geval van ziekte, ouderdom en werkloosheid. Zo zullen in Burkina Faso tegen 2025 3,3 miljoen arbeiders, ook wie in de informele economie actief is, beschermd zijn door solidaire ziekenzorgdekking. Aangezien het belang van de link tussen universele gezondheidszorg en sociale bescherming essentieel is om tot betaalbare zorg voor iedereen te komen, zal ik dit tijdens het Belgisch voorzitterschap van de EU in 2024 verder benadrukken.

Onze investeringsmaatschappij voor ontwikkelingslanden (BIO) promoot waardig werk door middel van haar investeringen door tewerkstellingsopportuniteiten te genereren voor personen in armoede, die gepaard gaan met rechten, waardige werkomstandigheden, vertegenwoordiging en sociale bescherming. In 2023 werd een nieuwe strategie waardig werk goedgekeurd door de organisatie met inachtneming van de lokale wetgeving, de International Finance Corporation Performance Standard 2 en de fundamentele conventies van de IAO, de IAO-verklaring over de beginselen en grondrechten van werknemers en de IAO-basisnormen.

Extra inspanningen op vlak van sociale bescherming als essentieel onderdeel van de welvaartstaat, blijven de komende jaren nodig. Nog steeds komen 4 miljard mensen bij de minste tegenslag in financiële problemen. Daarom lanceerde ik samen met de Internationale Arbeidsorganisatie, Duitsland en Spanje de *Global Accelerator on Jobs and Social Protection for Just Transitions*. Dit nieuwe instrument, dat landen, VN-agentschappen, werknemers, werkgevers en de Wereldbank onder leiding van de IAO samenbrengt, zal sociale bescherming wereldwijd fors uitbreiden en 400 miljoen duurzame jobs creëren. Het komende jaar zal België dit instrument mee vorm geven. Daarbij zal de focus liggen op implementatie in Afrika.

10. Développement du secteur privé et chaîne d'approvisionnement durable

Le potentiel du secteur privé en tant qu'acteur du développement est grand, mais le défi de le réaliser pleinement l'est tout autant.

Cette année, nous avons travaillé d'arrache-pied à l'élaboration d'un nouveau contrat de gestion pour la Société belge d'investissement pour les pays en développement (BIO). Le contrat de gestion actuel arrive à terme le 2 janvier 2024. Mon objectif est d'accroître l'impact de l'organisation sur le développement. Pour ce faire, l'accent mis sur les secteurs dans le contrat de gestion précédent sera remplacé par un cadre d'impact. Il s'agit d'un ensemble de 10 objectifs de développement mesurables, basés sur les objectifs de développement des Nations Unies. Par ses nouveaux investissements, BIO mettra l'accent sur sa contribution à la croissance économique et au travail décent, à la réduction des inégalités au sein des pays et entre les pays, et à la lutte contre le changement climatique. BIO intégrera les principes de la chaîne d'approvisionnement durable dans son fonctionnement en développant une politique des droits humains à part entière. BIO deviendra ainsi, avec les banques de développement scandinaves, un précurseur dans un domaine de plus en plus important.

Ce thème de la chaîne d'approvisionnement durable reste important dans ma politique. Si toutes les entreprises produisaient sur la base d'une chaîne de valeur où le respect des personnes et de l'environnement est central, ce serait un gigantesque pas en avant pour relever les défis mondiaux tels que la pauvreté, l'exploitation, l'inégalité et la crise climatique. Bien entendu, de nombreuses entreprises prennent déjà leurs responsabilités. L'année dernière, j'ai rendu visite à des entreprises inspirantes comme Rombouts et Colruyt. En 2022, nous avons prolongé le programme de Beyond Chocolate, la plateforme belge pour la production durable de chocolat, et la Belgique a adhéré à la déclaration germano-néerlandaise "*Living wage, living income*".

Depuis la Coopération au développement, nous collaborons avec le secteur privé de différentes manières. Dans le cadre des partenariats avec The Shift, Entrepreneurs pour Entrepreneurs ou par l'intermédiaire de Beyond Chocolate, nous collaborons directement avec des entreprises et des organisations faïtières. Par le biais de BIO et de Kampani, nous soutenons les investissements directs et indirects dans les entreprises des pays partenaires dans un cadre clair d'attentes en matière d'environnement de travail, d'aspects environnementaux et de bonne gouvernance.

10. Private sector ontwikkeling en duurzame ketenzorg

Het potentieel van de private sector als ontwikkelingsactor is groot, maar de uitdaging om het potentieel volledig waar te maken is dat ook.

Dit jaar werd hard gewerkt aan een nieuw beheerscontract voor de Belgische Investeringsmaatschappij voor Ontwikkelingslanden BIO. Het huidige beheerscontract eindigt op 2 januari 2024. Mijn doelstelling is om de ontwikkelingsimpact van de organisatie te vergroten. Om dit te bereiken wordt de focus op sectoren uit het vorige beheerscontract vervangen door een impactkader. Dit is een geheel van tien meetbare ontwikkelingsdoelstellingen die gebaseerd zijn op de ontwikkelingsdoelstellingen van de Verenigde Naties. BIO zal via haar nieuwe investeringen de nadruk leggen op haar bijdrage aan economische groei en waardig werk, aan de verminderingen van de ongelijkheid binnen landen en tussen landen, en aan de strijd tegen klimaatverandering. BIO zal de principes van duurzame ketenzorg integreren in haar werking door een volwaardig mensenrechtenbeleid uit te werken. BIO zal hiermee samen met de Scandinavische ontwikkelingsbanken een voorloper worden in een thema dat steeds meer aan belang wint.

Dat thema van duurzame ketenzorg blijft belangrijk in het beleid. Als alle bedrijven produceren op basis van een waardeketen waar het respect voor mens en milieu centraal staat, dan zou dat een gigantische stap vooruit betekenen voor de aanpak van globale uitdagingen zoals armoede, uitbuiting, ongelijkheid en klimaatcrisis. Veel bedrijven nemen uiteraard hun verantwoordelijk ook nu al op. Ik bezocht het afgelopen jaar inspirerende voorbeeldbedrijven zoals Rombouts en Colruyt. In 2022 verlengden we het programma van Beyond Chocolate, het Belgische platform voor duurzame chocoladeproduktie, en sloot België zich aan bij de Duits-Nederlandse verklaring over "*Leefbaar loon en leefbaar inkomen*".

Vanuit Ontwikkelingssamenwerking werken we op verschillende manieren samen met de private sector. Via partnerschappen met The Shift, Ondernemers voor Ondernemers, of via Beyond Chocolate werken we rechtstreeks samen met bedrijven en overkoepelende organisaties. Via BIO en Kampani ondersteunen we directe en indirecte investeringen in bedrijven in partnerlanden binnen een duidelijk kader van verwachtingen op vlak van arbeidsomgeving, milieuaspecten en degelijk bestuur.

Sur le terrain, par l'intermédiaire du Trade for Development Centre (TDC) d'Enabel, nous soutenons les coopératives en début de chaîne d'approvisionnement. En 2023, nous avons renouvelé la convention avec Enabel pour le TDC et nous avons adaptée afin de refléter cette priorité politique. Le TDC renforcera son engagement en faveur d'une chaîne d'approvisionnement durable au sens large. Le TDC se concentrera sur quatre domaines dans son nouveau programme. L'amélioration de l'accès au marché pour les petites et moyennes entreprises et les organisations de producteurs par le biais du renforcement de la capacité restera une tâche essentielle. Ce soutien sera étendu aux organisations de soutien aux entreprises dans les pays partenaires, comme les fédérations d'entreprises. Le TDC soutiendra les initiatives multi-stakeholders visant à assurer la durabilité des chaînes de valeur, et Enabel s'efforcera de diffuser des informations et de sensibiliser les consommateurs, les acteurs économiques en Belgique et dans les pays d'intervention d'Enabel aux questions relatives au commerce équitable et durable.

Nous poursuivons donc nos efforts pour rendre les chaînes de valeur des entreprises plus durables, mais en fin de compte, une législation est nécessaire pour amener un changement structurel. Une législation qui offre aux entreprises des certitudes et des opportunités, mais qui définit également des attentes claires et impose des obligations. Je me réjouis que les négociations du trilogue sur un cadre contraignant pour le devoir de diligence dans l'UE entrent dans leur phase finale et que, espérons-le, nous disposions bientôt de législation européenne.

En ce qui concerne le financement innovant, j'ai déjà indiqué que je souhaitais financer des idées innovantes susceptibles de mobiliser davantage de fonds du secteur privé et d'avoir un impact efficace sur le terrain. J'ai le plaisir d'annoncer que nous soutenons un nouveau partenaire en 2023, l'*Impact Licensing Initiative*. Cette organisation assure le transfert de technologies vers les pays partenaires tout en protégeant les droits de propriété intellectuelle. En d'autres termes, les technologies brevetées occidentales peuvent être utilisées pour des applications par des acteurs des pays en développement. La propriété intellectuelle d'une entreprise est protégée, mais elle est en même temps utilisée pour aider une multitude de personnes. Ce financement est un excellent exemple de "leveraging" de ressources financières, où l'argent de l'État permet d'attirer davantage de capitaux privés.

Op het terrein ondersteunen we, via het *Trade for Development Centre* van Enabel, coöperatieën die aan het begin staan van de toeleveringsketen. In 2023 hebben we de overeenkomst met Enabel voor het Trade for Development Center verlengd en aangepast aan deze beleidsprioriteit. Het TDC zal zich meer inzetten voor duurzame ketenzorg in de brede zin van het woord. Het TDC zal in zijn nieuwe programma vier focusdomeinen hebben. Verbetering van de markttoegang voor kleine en middelgrote ondernemingen en producentenorganisaties door capaciteitsopbouw blijft een kerntaak. Deze ondersteuning wordt uitgebreid naar de organisaties in de partnerlanden die bedrijven ondersteunen, zoals bijvoorbeeld bedrijfsfederaties. Het TDC zal ondersteuning bieden aan multi-stakeholder initiatieven gericht op de duurzaamheid van waardeketens, en Enabel zal inspanningen leveren inzake informatieverspreiding en bewustwording van de thema's eerlijke en duurzame handel gericht op consumenten, economische actoren in België en de interventielanden van Enabel.

We blijven inzetten op een verduurzaming van de waardeketens van bedrijven, maar uiteindelijk is wetgeving noodzakelijk om tot structurele verandering te komen. Wetgeving die bedrijven zekerheid en kansen biedt, maar ook duidelijke verwachtingen aangeeft en verplichtingen oplegt. Ik ben verheugd dat de triloog onderhandelingen over een bindend zorgplichtkader in de EU de laatste fase ingaan en dat we hopelijk binnenkort beschikken over Europese wetgeving.

Wat betreft innovatieve financiering heb ik al aangegeven dat ik vernieuwende ideeën wil financieren die een hefboom kunnen vormen voor meer financiering uit de private sector en effectieve impact op het terrein. Ik ben verheugd aan te kondigen dat we in 2023 een nieuwe partner ondersteunen, het *Impact Licensing Initiative*. Deze organisatie zorgt voor technologieoverdracht naar partnerlanden terwijl intellectuele eigendomsrechten beschermd blijven. Met andere woorden kunnen westerse gepatenteerde technologieën gebruikt worden voor toepassingen door spelers in ontwikkelingslanden. Het intellectuele eigendom van een bedrijf wordt beschermd, maar tegelijkertijd gebruikt om een veelvoud aan mensen te helpen. Deze financiering is een uitstekend voorbeeld van 'leveraging' van financiële middelen waarbij overheidsgeld ervoor zorgt dat er meer privaat kapitaal aangetrokken kan worden.

11. Partenariats

Bilatéral

Le budget de la coopération bilatérale a augmenté significativement au cours de la présente législature. Cette hausse a permis à Enabel de lancer 15 nouveaux programmes bilatéraux, 13 programmes pays et deux programmes thématiques (climat et protection sociale). Depuis que j'ai approuvé le nouveau programme en RD Congo en décembre 2023, le Bénin, le Burkina Faso et la Guinée ont suivi. Nous nous préparons également à lancer de nouveaux programmes de coopération avec le Sénégal, le Rwanda, le Maroc et le Burundi dans les prochains mois. C'est un résultat dont nous sommes fiers. Le fil conducteur de ces programmes est le développement d'un État-providence, qui met l'accent sur l'éducation, les soins de santé et les emplois durables. Le nouveau contrat de gestion avec Enabel a permis de simplifier le processus de préparation de ces programmes et de renforcer le dialogue avec les pays partenaires.

Mais nous devons rester attentifs aux évolutions récentes dans plusieurs de nos pays partenaires. La stratégie belge pour le Sahel, adoptée en 2023, adopte une approche intégrée, dans laquelle la diplomatie, la défense et la solidarité internationale doivent être mises en œuvre de manière cohérente pour contribuer à la stabilisation de la région et pour œuvrer au développement socio-économique. Cette approche intégrée va aussi au-delà de la cohérence au niveau belge. Nous examinons comment nous pouvons renforcer la coopération au Sahel avec d'autres partenaires européens, mais aussi avec des acteurs régionaux, tels que l'Union africaine. En effet, la "*Local ownership*", ou appropriation locale, où qu'elle se trouve, reste essentielle pour la poursuite de l'action en matière de coopération au développement.

Enfin, en 2024, j'engagerai Enabel dans la reconstruction de l'Ukraine. Jusqu'à présent, nous avons principalement fourni une aide à court terme par l'intermédiaire de partenaires multilatéraux pour soulager les besoins les plus urgents. Cependant, maintenant qu'il y a de nouveau plus de stabilité et de sécurité dans certaines zones libérées, la reconstruction à long terme peut commencer. Le gouvernement ukrainien a déjà commencé à reconstruire des infrastructures détruites et a élaboré un plan de reconstruction jusqu'en 2027. Jusqu'à présent, la priorité a été donnée aux infrastructures énergétiques afin que le pays soit prêt à affronter l'hiver. Mais de nombreuses écoles, hôpitaux et autres infrastructures publiques doivent encore être reconstruites et réparées. Sur la base d'une première mission exploratoire en Ukraine, Enabel va maintenant élaborer des propositions plus détaillées dans les domaines de l'éducation et des soins de santé. Il s'agit de deux

11. Partnerschappen

Bilateraal

Het budget voor de bilaterale samenwerking is significant gestegen in deze legislatuur. Daarmee heeft Enabel 15 nieuwe bilaterale programma's kunnen opstarten, 13 landenprogramma's en 2 thematische programma's (klimaat en sociale bescherming). Sinds ik in december 2023 het nieuwe programma in DR Congo goedkeurde, volgden Benin, Burkina Faso, Guinée. We bereiden ons ook voor om de komende maanden nieuwe samenwerkingsprogramma's met Senegal, Rwanda, Marokko en Burundi van start te laten gaan. Dat is een resultaat waar we fier op zijn. De rode draad in deze programma's is de ontwikkeling van een welvaartstaat, met een focus op onderwijs, gezondheidszorg en duurzame jobs. Het nieuwe beheerscontract met Enabel heeft toegelaten om het voorbereidende proces van deze programma's te vereenvoudigen en de dialoog met de partnerlanden te versterken.

Toch moeten we attent blijven voor de recente evoluties in verschillende van onze partnerlanden. De Belgische Sahelstrategie, die goedgekeurd is in 2023, gaat uit van een geïntegreerde aanpak, waarin diplomatie, defensie en internationale solidariteit coherent moeten ingezet worden om de regio te helpen stabiliseren en om te werken aan socio-economische ontwikkeling. Die geïntegreerde aanpak gaat ook verder dan coherentie op Belgisch niveau. We onderzoeken hoe we de samenwerking in de Sahel kunnen versterken met andere Europese partners, maar ook met regionale actoren, zoals de Afrikaanse Unie. *Local ownership*, waar dan ook, blijft immers essentieel voor verdere actie op het vlak van ontwikkelingssamenwerking.

Tenslotte zal ik Enabel in 2024 inzetten voor de heropbouw van Oekraïne. Tot nog toe hebben we vooral kortetermijnhulp geboden via multilaterale partners om de dringendste noden te helpen lenigen. Nu er in bepaalde bevrijde gebieden terug meer stabiliteit is en veiligheid, kan er echter ook met de langetermijnheropbouw begonnen worden. De Oekraïense regering is reeds met de heropbouw van vernietigde infrastructuur begonnen en heeft een plan ontwikkeld voor de heropbouw tot en met 2027. Tot nu toe lag de prioriteit bij energieinfrastructuur om ervoor te zorgen dat het land klaar is om de winter door te komen. Maar er zijn ook veel scholen, ziekenhuizen en andere publieke infrastructuur die nog heropgebouwd en hersteld moeten worden. Op basis van een eerste verkennende missie in Oekraïne zal Enabel nu meer gedetailleerde voorstellen uitwerken op het vlak van onderwijs en gezondheidszorg. Dit zijn twee domeinen waar Enabel veel expertise in heeft en

domaines dans lesquels Enabel possède une grande expertise et où les besoins en Ukraine sont importants. Cette reconstruction doit d'ailleurs se faire dans une logique de "build back better". L'efficacité énergétique sera donc l'un des éléments importants de cette construction d'infrastructures tournées vers l'avenir.

Au niveau multilateral

Les organisations internationales deviennent de plus en plus importantes pour relever les Grands Défis qui sont par définition transfrontaliers et qui ne peuvent être relevés que par des pays réunis. Qui plus est, grâce à la collaboration avec les organisations internationales et à sa contribution, la Solidarité Internationale belge peut avoir un plus grand impact, exercer une influence - souvent avec des pays aux vues similaires - et donc, peser sur l'agenda international. Le multilatéralisme fait donc partie, à juste titre, de l'ADN de notre pays. La Belgique soutient sans réserve un grand nombre d'organisations internationales.

Ce faisant, nous restons attachés à la qualité de notre financement. La pandémie de COVID et la crise du pouvoir d'achat résultant de la guerre en Ukraine ont montré qu'un financement de base flexible est nécessaire pour répondre rapidement et efficacement aux situations de crise. C'est également la raison pour laquelle nous avons non seulement augmenté les contributions au budget général de nos organisations partenaires multilatérales au cours de cette législature ("core-funding" ou financement de base), mais nous avons également mis l'accent sur des partenariats stratégiques multi-donneurs autour de thèmes prioritaires. La coopération avec l'OMS dans le cadre de l'initiative ACT-A visant à permettre la production locale de vaccins en Afrique en est un exemple important, qui est également renforcé par les initiatives Team Belgium et Team Europe. Le fait que la Belgique contribuera à l'Accélérateur mondial pour créer des systèmes de protection sociale et des emplois décents en Afrique, ainsi qu'à l'Initiative Spotlight pour lutter contre la violence sexuelle à l'égard des femmes, doivent également être considérées dans cette optique.

L'année prochaine, nous approcherons de la fin de notre financement de base pluriannuel. C'est le moment d'évaluer ce qui a bien ou moins bien fonctionné. Quelles sont les organisations qui méritent un soutien accru et quels sont les partenariats qui nécessitent un changement de cap. Mais en même temps, c'est aussi une année pour utiliser les partenariats afin de mettre en œuvre les priorités de la coopération belge au développement. Les organisations des Nations Unies possèdent une expertise particulièrement grande en matière de droits humains, de climat et de soutien à l'État-providence. Je continuerai donc à travailler au renforcement des liens

waar de noden in Oekraïne hoog zijn. Die heropbouw moet trouwens gebeuren in een *build back better* logica. Energie-efficiëntie zal daarom één van de elementen zijn die daarin belangrijk zullen zijn om toekomstgerichte infrastructuur te bouwen.

Multilateraal

Internationale organisaties worden steeds belangrijker voor het aanpakken van de Grote Uitdagingen die per definitie grensoverschrijdend zijn en die alleen door landen gezamenlijk kunnen worden aangepakt. Meer nog, de samenwerking met en bijdragen aan internationale organisaties stelt de Belgische Internationale Solidariteit in staat om een grotere impact te hebben, invloed uit te oefenen – vaak met *likeminded* landen – en zodoende mee te wegen op de internationale agenda. Multilateralisme zit dan ook met recht en rede in het DNA van ons land. België ondersteunt daarom vol overtuiging de activiteiten een groot aantal internationale organisaties.

We blijven daarbij inzetten op de kwaliteit van onze financiering. Zowel de COVID-pandemie als de koopkrachtcrisis als gevolg van de oorlog in Oekraïne toonden dat flexibele core financiering nodig is om snel en effectief te kunnen reageren op crisissituaties. Daarom ook dat we niet enkel de bijdragen aan de algemene middelen van onze multilaterale partnerorganisaties in het algemeen verhoogd hebben deze legislatuur (core-funding), maar ook inzetten op strategische multi-donor partnerschappen rond prioritaire thema's. De samenwerking met WHO via het ACT-A initiatief om lokale vaccinproductie in Afrika mogelijk te maken is hier een belangrijk voorbeeld van, ook verder versterkt via Team Belgium en Team Europe initiatieven. Het feit dat België zal bijdragen aan de Global Accelerator om sociale beschermingssystemen en waardige jobs te creëren in Afrika, en aan het Spotlight Initiative ter bestrijding van seksueel geweld tegen vrouwen moeten ook in dit licht gezien worden.

Het komende jaar naderen we het einde van onze meerjarige core-financiering. Een moment om te evalueren wat goed is verlopen en wat minder. Welke organisaties meer steun verdienen en voor welke partnerschappen een koersverandering nodig is. Maar tegelijk blijft het ook een jaar om van de partnerschappen gebruik te maken om de prioriteiten van de Belgische ontwikkelingssamenwerking uit te voeren. VN-organisaties hebben bijzonder veel expertise in huis op vlak van mensenrechten, klimaat en de ondersteuning van de welvaartstaat. Ik zal dan ook verder werk maken van het versterken van de banden met organisaties zoals OHCHR om de monitoring van

avec des organisations telles que l'OHCHR pour le suivi de la situation des droits humains dans les pays partenaires, avec le GCF pour l'élaboration de partenariats sur le climat, et avec les organisations impliquées dans l'initiative de l'Accélérateur global pour élargir l'accès à la protection sociale dans une perspective d'avenir.

Le dernier sommet sur les ODD a révélé qu'une accélération était nécessaire pour atteindre les ODD d'ici 2030. La nécessité de mobiliser des ressources financières supplémentaires (publiques et privées, internationales et nationales) et d'accroître l'efficacité et l'impact de leur utilisation est essentielle à cet égard. Au niveau international, nous participons à la réflexion et aux travaux sur le cadre de la réforme des institutions financières internationales pour parvenir à une Banque mondiale et un FMI plus équitables. D'importantes réformes sont nécessaires pour que la lutte contre le changement climatique et les inégalités sociales aillent de pair. Cela nécessitera davantage de ressources, mais ces institutions internationales doivent également faire un usage plus efficace de leurs ressources existantes et se concentrer encore davantage sur la mise en œuvre effective et l'orientation résultats. Il est également essentiel de se concentrer sur les pays les moins développés.

Il faut mettre un terme au caractère structurel de l'endettement trop élevé des pays en développement. C'est pourquoi nous devons d'abord mettre l'accent sur l'amélioration de la gouvernance interne des pays concernés, la lutte contre la corruption et l'augmentation des ressources internes qui peuvent être consacrées au développement en mettant en place des administrations fiscales efficaces. C'est aussi pourquoi nous soutenons le *Capacity Development Fund* du FMI, qui agit spécifiquement sur le renforcement des capacités pour une perception correcte des impôts. La participation éventuelle de la Belgique et/ou de l'Europe à une opération d'allègement/d'annulation de la dette devrait se faire dans un cadre multilatéral où la participation de tous les créanciers est requise, y compris les pays n'appartenant pas au Club de Paris et le secteur privé. Nous tenons à le rappeler dans tous les forums européens et mondiaux et j'ai également insisté à plusieurs reprises pour que des mesures soient prises pour réformer l'architecture internationale de règlement des dettes, à commencer par le Cadre commun du G20, dont le fonctionnement n'est pas suffisamment efficace aujourd'hui. La participation des créanciers privés doit pouvoir être contraignante. Nous essayons déjà d'inspirer d'autres pays par notre législation belge existante sur les "fonds vautours" afin de garantir la participation des créanciers privés.

de mensenrechtensituatie in partnerlanden op te volgen, met GCF om partnerschappen voor klimaat uit te werken, en met de organisaties betrokken in het Global Accelerator initiatief om toegang tot sociale bescherming uit te breiden met het oog op de toekomst.

Op de voorbije SDG Summit is gebleken dat er een versnelling nodig is om de SDG's te bereiken tegen 2030. Centraal hierin staat de noodzaak om bijkomende financiële middelen (publiek en privaat; internationaal en nationaal) te mobiliseren en de effectiviteit en impact van hun aanwending te verhogen. Op het internationale niveau denken en werken we mee aan het kader van de hervorming van de internationale financiële instellingen, teneinde tot een meer rechtvaardige Wereldbank en IMF te komen. Er moeten grote hervormingen komen die zorgen dat de strijd tegen de klimaatverandering en tegen sociale ongelijkheid hand in hand gaan. Daarvoor zijn meer middelen nodig maar daarnaast moeten die internationale instellingen ook efficiënter gebruik maken van hun bestaande middelen en moeten ze nog meer focussen op implementatie en resultaatgerichtheid. Ook de focus op de minst ontwikkelde landen is daarbij essentieel.

Het structureel karakter van de te hoge schuldenlast van de ontwikkelingslanden moet doorbroken te worden. Daarom moet ten eerste ingezet worden op de verbetering van het interne bestuur van de landen in kwestie, de strijd tegen corruptie en een verhoging van de interne middelen die aan ontwikkeling kunnen besteed worden door de uitbouw van performante fiscale administraties. Daarom dat we het *Capacity Development Fund* van het IMF steunen, dat specifiek inzet op capaciteitsversterking voor het correct innen van belastingen. Een mogelijke Belgische en/of Europese deelname aan een operatie van schuldverlichting/schuldkwijtschelding zou moeten gebeuren in een multilateraal kader waarbij de deelname van alle schuldeisers vereist is, inbegrepen de landen die geen lid zijn van de Club van Parijs en de private sector. We houden eraan dit op alle Europese en mondiale fora te herhalen en ik heb ook reeds meermaals aangedrongen op maatregelen om de internationale architectuur voor de afwikkeling van schulden te hervormen; te beginnen met het *Common Framework* van de G20 dat op dit moment niet efficiënt genoeg werkt. De participatie van private crediteurs moet afdwingbaar zijn. Andere landen trachten we alvast te inspireren met onze bestaande Belgische wetgeving betreffende de aasgierfondsen om de participatie van private crediteurs te verzekeren.

La société civile

Les organisations de la société civile et les mouvements de citoyens représentent la voix des citoyens aux niveaux local, national et international. Ils œuvrent notamment au renforcement de l'État de droit, à l'inclusivité du développement social et économique et à la lutte contre la crise climatique. La Belgique se distingue au niveau européen en protégeant le droit d'initiative des organisations du secteur. Nous soutenons une société civile forte, autonome et de qualité, proche du citoyen.

D'après une étude réalisée par le Service de l'Évaluation spéciale en début d'année a montré que l'approche multidimensionnelle, transversale et systémique des programmes quinquennaux précédents des acteurs de la coopération non gouvernementale (2017-2021) a eu un impact plus important et plus durable sur la vie des groupes cibles. En outre, elle a également été démontré que les interventions avaient un impact indirect sur les non-groupes cibles via l'apprentissage par les pairs ou l'imitation.

Un bon exemple est le projet mis en place par la VVOB en Afrique du Sud grâce au soutien de la Belgique sur les outils pour un enseignement maternel réactif en matière de genre. Ces outils ont été testés avec succès par 300 enseignants dans 72 écoles maternelles au cours du projet. Les recherches ont montré que cette approche influençait positivement le comportement et les actions des enseignants. Entre-temps, les autorités sud-africaines poursuivent le déploiement de cette approche dans quatre provinces entières. De cette manière, un investissement judicieux de la Belgique par l'intermédiaire d'un ANG produit un effet multiplicateur important.

Le monde académique apporte également sa pierre à l'édifice de la Solidarité Internationale. Par exemple, une collaboration fructueuse entre l'université du Rwanda et le University Colleges Leuven-Limburg a été mise en place au travers d'un projet VLIR-UOS. Un programme d'éducation par les pairs a été mis au point: des étudiants et étudiantes qui suivent des études de sage-femme ont reçu une formation en matière de santé sexuelle et génésique. Ces étudiants ont à leur tour formé des jeunes du même âge dans les écoles secondaires. Les jeunes ont fait office de source d'information fiable. Il s'agit d'une approche innovante qui fournit aux jeunes des connaissances sur la santé sexuelle et génésique, cherche à prévenir les grossesses chez les adolescentes et renforce le système éducatif rwandais.

Je crois en la vaste expérience, en l'expertise, en la résilience et au rôle critique du secteur. L'inflation mondiale a eu un impact considérable sur leur fonctionnement,

Het maatschappelijk middenveld

Maatschappelijke organisaties en burgerbewegingen vertegenwoordigen de stem van burgers, lokaal, nationaal en internationaal. Zij zetten zich onder meer in voor versterking van de rechtsstaat, voor de inclusiviteit van sociale en economische ontwikkeling en voor de strijd tegen de klimaatcrisis. België onderscheidt zich op Europees niveau door het initiatiefrecht van de organisaties van de sector te beschermen. Een sterk, autonoom en kwaliteitsvol middenveld dat dicht bij de burger staat, dat ondersteunen we.

Uit een studie van de dienst 'Bijzondere Evaluatie', bleek dat de multidimensionale, transversale en systemische aanpak van de vorige vijfjarenprogramma's van de niet-gouvernementele samenwerkingsactoren (2017-2021) tot meer en duurzamere impact op het leven van de doelgroepen geleid hebben. Daarnaast werd aangetoond dat de interventies onrechtstreeks ook effect hadden op niet-doelgroepen door peer-learning of imitatie.

Een goed voorbeeld daarvan is een project dat VVOB in Zuid-Afrika ontwikkelde dankzij Belgische steun inzake *tools* voor gender responsief kleuteronderwijs. Deze *tools* werden gedurende het project succesvol uitgetest door 300 leerkrachten in 72 kleuterscholen. Onderzoek toonde aan dat deze benadering het gedrag en handelen van leerkrachten positief beïnvloedt. Ondertussen rolt de Zuid-Afrikaanse overheid deze benadering verder uit in vier volledige provincies. Zo levert een slimme investering van België via een NGA een groot multiplicator effect op.

Ook de academische wereld draagt haar steentje bij aan Internationale Solidariteit. Zo werd er een succesvolle samenwerking tussen de Rwandese universiteit en de University Colleges Leuven-Limburg opgezet via een VLIR-UOS project. Een peer-educatie programma werd ontwikkeld waarin studenten verloskunde training en educatie kregen rond seksuele en reproductieve gezondheid. Deze studenten trinden op hun beurt leeftijdsgenoten uit het middelbaar onderwijs. Jongeren fungeerden als betrouwbare bron van informatie. Een innoverende aanpak dat jongeren kennis aanreikt inzake seksuele en reproductieve gezondheid, tienerzwangerschappen tracht te voorkomen en het Rwandese onderwijssysteem versterkt.

Ik geloof in de uitgebreide ervaring, expertise, veerkracht en de kritische rol die in de sector aanwezig is. De mondiale inflatie had een enorme impact op hun werking,

tant en Belgique que dans nos pays partenaires. C'est pourquoi nous avons décidé d'allouer un budget supplémentaire de 20 millions d'euros aux acteurs non gouvernementaux reconnus afin de compenser partiellement l'impact de l'inflation sur leur fonctionnement et leurs projets.

En tant que pont entre le niveau européen et le citoyen, je compte également sur la société civile pour stimuler le débat public et sensibiliser l'opinion publique dans le cadre de la Présidence européenne. La société civile est essentielle à l'espace démocratique européen et sa voix précieuse et critique ne doit donc pas être absente.

Nous avons également prêté attention aux besoins et aux préoccupations du secteur afin de revoir l'arrêté royal de 2016 concernant la coopération non gouvernementale. En collaboration avec l'administration et les fédérations, nous élaborerons un cadre réglementaire adapté avec une simplification administrative, une plus grande efficacité et une plus grande transparence.

La ministre de la Coopération au développement,

Caroline Gennez

zowel in België als in onze partnerlanden. Daarom beslissen we om extra budget ten bedrage van 20 miljoen euro voor de erkende niet-gouvernementele actoren uit te trekken om zo voor een stukje de gevolgen van de inflatie voor hun werking en projecten op te vangen.

In hun rol als brug tussen het EU-niveau en de burger reken ik ook in kader van het Europees voorzitterschap op het middenveld om het publieke debat aan te zwengelen en de publieke opinie te sensibiliseren. Het middenveld is cruciaal voor de Europese democratische ruimte, hun waardevolle en kritische stem mag dan ook niet ontbreken.

We luisterden ook naar de noden en bezorgheden uit de sector en herzien het Koninklijk Besluit 2016 betreffende de niet-gouvernementele samenwerking. Samen met de administratie en de federaties zullen we werken aan een aangepast regelgevend kader met administratieve vereenvoudiging, meer efficiëntie en transparantie.

De minister van Ontwikkelingssamenwerking,

Caroline Gennez

Annexe: La contribution de la Belgique aux Objectifs de développement durable

Les Objectifs de développement durable (ODD) servent de “boussole” à la solidarité internationale belge. Ce programme de développement durable engage tout le monde à viser des objectifs ambitieux, notamment pour éradiquer l’extrême pauvreté d’ici 2030, sans laisser personne de côté.

Il va sans dire que la solidarité internationale belge entend aider les pays partenaires à atteindre ces objectifs. Dans le même temps, les pays eux-mêmes restent les premiers responsables de leurs politiques pour enregistrer des progrès. La Belgique veut y contribuer en tant que partenaire et aligne donc les portefeuilles gouvernementaux sur les priorités et la stratégie des pays partenaires.

Le suivi des progrès réalisés par rapport aux ODD est assuré par les pays partenaires eux-mêmes. La contribution belge à cet égard est difficile à isoler. Les ODD sont donc principalement utilisés pour indiquer la direction et ils offrent un certain nombre de principes qui sont intégrés dans tous les projets et programmes belges dans les pays partenaires:

— **Ne laisser personne de côté:** la solidarité internationale belge est inclusive et vise à poursuivre le progrès pour tous les groupes de la société. L’approche des droits de l’homme appliquée par la Belgique est un moyen important de s’assurer que c’est effectivement le cas.

— **Tous les objectifs sont indissociablement liés:** les progrès réalisés sur un objectif signifient, dans la plupart des cas, des progrès sur d’autres plans. Cependant, un progrès dans un domaine peut aussi signifier une régression dans un autre, comme l’impact d’une hausse de la prospérité sur le climat. Ce scénario doit être évité à tout prix. C’est pourquoi des solutions qui n’ont pas d’impact négatif sur un autre domaine sont toujours recherchées.

— **Parties prenantes multiples:** chacun partage la responsabilité d’atteindre les objectifs en 2030. Il est illusoire de penser qu’il n’est pas nécessaire de collaborer pour résoudre des problèmes complexes. Nous sommes tous dans le même bateau! C’est pourquoi tous les partenaires belges doivent se parler, partager des informations et collaborer. Parce que le tout est plus que la somme des parties.

Vous trouverez ci-dessous un aperçu des ODD et des cibles auxquels la Belgique souhaite contribuer. Cette

Bijlage: De Belgische bijdrage aan de Sustainable Development Goals

De Sustainable Development Goals (SDG’s) zijn het kompas voor de Belgische internationale solidariteit. Deze agenda voor Duurzame Ontwikkeling engageert iedereen tot ambitieuze doelstellingen om ondermeer de extreme armoede uit te roeien tegen 2030 en daarbij niemand achter te laten.

Het is vanzelfsprekend dat de Belgische internationale solidariteit de partnerlanden wil helpen om deze doelstellingen te behalen. Tegelijkertijd blijven de landen zelf in de eerste plaats verantwoordelijk voor hun beleid om vooruitgang te boeken. België wil hiertoe bijdragen als een partner en stemt daarom de gouvernementele portefeuilles af op de prioriteiten en de strategie van de partnerlanden.

De monitoring van de vooruitgang tegenover de SDG’s gebeurt door de partnerlanden zelf. De Belgische bijdrage hierin valt moeilijk te isoleren. De SDG’s worden dan ook vooral gebruikt om de richting aan te geven en bieden een aantal principes die geïntegreerd worden in alle Belgische projecten en programma’s in de partnerlanden:

— **Niemand achterlaten:** de Belgische internationale solidariteit is inclusief en erop gericht om vooruitgang na te streven voor alle groepen van de maatschappij. De mensenrechtenaanpak die België toepast, is een belangrijke manier om ervoor te zorgen dat dit ook effectief zo gebeurt.

— **Alle doelstellingen zijn onlosmakelijk aan elkaar verbonden:** vooruitgang op één doelstelling betekent in de meeste gevallen ook vooruitgang op andere vlakken. Toch kan vooruitgang op één vlak ook achteruitgang op een ander vlak betekenen, zoals de impact van de stijging van de welvaart op het klimaat. Dit moet ten alle koste vermeden worden. Daarom wordt er altijd naar oplossingen gezocht die geen negatieve impact hebben op een ander vlak.

— **Multi-stakeholdership:** iedereen is mee verantwoordelijk om de doelstellingen in 2030 te behalen. Het is een illusie om te denken dat er niet samengewerkt moet worden met anderen om complexe problemen op te lossen. We’re all in it together! Daarom moeten alle Belgische partners met elkaar spreken, informatie delen, en samenwerken. De som is namelijk groter dan het geheel.

Hieronder staat een overzicht van de SDG’s en de targets waartoe België wil bijdragen. Deze lijst is niet

liste n'est pas exhaustive, mais elle reflète les priorités de la note de politique générale.

ODD 1 Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde

1.1. Éliminer l'extrême pauvreté

1.3. Mettre en place des systèmes et mesures de protection sociale adaptés au contexte national

1.5. Renforcer la résilience des pauvres et des personnes en situation vulnérable et réduire leur vulnérabilité aux phénomènes climatiques extrêmes et à d'autres chocs et catastrophes d'ordre économique et social

ODD 2 Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable

2.1 Éliminer la faim et garantir l'accès de tous, en particulier des pauvres, des personnes vulnérables et des enfants, à une alimentation suffisante, saine et nutritive.

2.2. Mettre fin à toutes les formes de malnutrition

2.3. Augmenter la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires

2.4 Assurer des systèmes de production alimentaire durables et utiliser des pratiques agricoles résilientes qui augmentent la productivité, respectent les écosystèmes, s'adaptent au changement climatique et améliorent la qualité des sols.

2.5. Préserver la diversité génétique des semences, des plantes et des animaux

ODD 3 Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous

3.1. Réduire la mortalité maternelle

3.2. Éliminer les décès évitables de nouveau-nés et réduire la mortalité néonatale

3.3. Mettre fin aux épidémies telles que le SIDA, à la tuberculose, au paludisme et aux maladies tropicales négligées, et combattre les autres maladies transmissibles.

3.4. Réduire d'un tiers, par la prévention et le traitement, le taux de mortalité prématurée due à des maladies non transmissibles et promouvoir la santé mentale et le bien-être

exhaustief, maar een reflectie van de prioriteiten in de beleidsnota:

SDG 1 Armoede beëindigen overal en in al zijn vormen

1.1. Extreme armoede uitroeien

1.3. Nationaal toegelijke systemen en maatregelen van sociale bescherming uitvoeren

1.5. De weerbaarheid versterken van de armen en kwetsbare mensen en hun kwetsbaarheid verminderen ten opzichte van extreme klimaatschokken en andere sociale en economische schokken en rampen

SDG 2 Honger beëindigen, voedselzekerheid en betere voeding bekomen, en duurzame landbouw bevorderen

2.1. Honger beëindigen en de toegang verzekeren voor alle mensen, vooral armen, kwetsbaren en kinderen, tot voldoende veilig en voedzaam voedsel

2.2. Alle vormen van malnutritie beëindigen

2.3. De landbouwproductiviteit en inkomens verhogen van kleinschalige voedselproducenten

2.4. Duurzame systemen van voedselproductie verzekeren en weerbare landbouwpraktijken gebruiken die de productiviteit verhogen, ecosystemen respecteren, aangepast zijn aan klimaatverandering en de grondkwaliteit verbeteren

2.5. De genetische diversiteit behouden van zaden, planten en dieren

SDG 3 Gezonde levens verzekeren en welzijn bevorderen voor iedereen

3.1. Moedersterfte doen dalen

3.2. Het overlijden van pas geboren baby's beëindigen en neonatale sterfte een halt toeroepen

3.3. Een einde maken aan epidemieën zoals aids, tuberculose, malaria en verwaarloosde tropische ziekten, en andere overdraagbare ziekten bestrijden

3.4. De vroegtijdige sterfte gelinkt aan niet-overdraagbare ziekten met een derde inperken via preventie en behandeling, en mentale gezondheid en welzijn bevorderen

3.7 Assurer l'accès de tous à des services de soins de santé sexuelle et procréative dans les stratégies et programmes nationaux.

3.8 Faire en sorte que chacun bénéficie d'une couverture sanitaire universelle, donnant accès à des services de santé essentiels de qualité et à des médicaments et vaccins essentiels sûrs, efficaces, de qualité et d'un coût abordable.

3.b Appuyer la recherche et la mise au point de vaccins et de médicaments contre les maladies, transmissibles ou non, qui touchent principalement les habitants des pays en développement, donner accès, à un coût abordable, à des médicaments et vaccins essentiels, conformément à la Déclaration de Doha sur l'Accord sur les ADPIC et la santé publique.

3.d Renforcer les moyens dont disposent tous les pays, en particulier les pays en développement en matière d'alerte rapide, de réduction des risques et de gestion des risques sanitaires nationaux et mondiaux.

ODD 4 Promouvoir un enseignement inclusif et de qualité

4.1 Faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons suivent, sur un pied d'égalité, un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité.

4.3 Faire en sorte que les femmes et les hommes aient tous accès dans des conditions d'égalité à un enseignement technique, professionnel ou tertiaire, y compris universitaire, de qualité et d'un coût abordable.

4.4 Augmenter considérablement le nombre de jeunes et d'adultes disposant des compétences, notamment techniques et professionnelles, nécessaires à l'emploi, à l'obtention d'un travail décent et à l'entrepreneuriat.

4.5 Éliminer les inégalités entre les sexes dans le domaine de l'éducation et assurer l'égalité d'accès des personnes vulnérables, y compris les personnes handicapées, les autochtones et les enfants en situation vulnérable, à tous les niveaux d'enseignement et de formation professionnelle.

4.7 Faire en sorte que tous les élèves acquièrent les connaissances et compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable, notamment par l'éducation en faveur du développement et de modes de vie durables, des droits de l'homme, de l'égalité des sexes, de la promotion d'une culture de paix et de

3.7. Universele toegang verzekeren tot seksuele en reproductieve gezondheidsdiensten en de integratie van reproductieve gezondheid in nationale strategieën en programma's

3.8. Zorgen voor een universele gezondheidsdekking, toegang tot kwaliteitsvolle essentiële gezondheidszorgdiensten en toegang tot de veilige, doeltreffende, kwaliteitsvolle en betaalbare essentiële geneesmiddelen en vaccins voor iedereen

3.b Het onderzoek en de ontwikkeling ondersteunen van vaccins en geneesmiddelen voor overdraagbare en niet-overdraagbare ziekten die in hoofdzaak ontwikkelingslanden treffen, toegang verschaffen tot betaalbare essentiële geneesmiddelen en vaccins, volgens de richtlijnen van de Verklaring van Doha aangaande het TRIPS-akkoord en Volksgezondheid

3.d De capaciteit van alle landen versterken, in het bijzonder die van de ontwikkelingslanden, met betrekking tot systemen voor vroegtijdige waarschuwing, risicovermindering en het beheer van nationale en globale gezondheidsrisico's

SDG 4 Inclusief en kwaliteitsvol onderwijs promoten

4.1. Verzekeren dat alle meisjes en jongens vrij, billijk en kwaliteitsvol lager en middelbaar onderwijs kunnen volgen

4.3. Gelijke toegang garanderen voor alle vrouwen en mannen tot betaalbaar en kwaliteitsvol technisch, beroeps- en hoger onderwijs, met inbegrip van de universiteit

4.4. Het aantal jongeren en volwassenen met relevante vaardigheden, met inbegrip van technische en beroepsvaardigheden, voor tewerkstelling, degelijke jobs en ondernemerschap aanzienlijk opdrijven

4.5. Tegen 2030 genderongelijkheden wegwerken in het onderwijs en zorgen voor gelijke toegang tot alle niveaus inzake onderwijs en beroepsopleiding voor de kwetsbaren, met inbegrip van mensen met een handicap, inheemse bevolkingen en kinderen in kwetsbare situaties

4.7. Ervoor zorgen dat alle leerlingen kennis en vaardigheden verwerven die nodig zijn om duurzame ontwikkeling te bevorderen, onder andere via vorming omtrent duurzame ontwikkeling en duurzame levenswijzen, mensenrechten, gendergelijkheid, de bevordering van een cultuur van vrede en geweldloosheid, wereldburgerschap

non-violence, de la citoyenneté mondiale et de l'appréciation de la diversité culturelle et de la contribution de la culture au développement durable.

4.a Faire construire des établissements scolaires qui soient adaptés aux enfants, aux personnes handicapées et aux deux sexes ou adapter les établissements existants à cette fin et fournir un cadre d'apprentissage effectif qui soit sûr, exempt de violence et accessible à tous.

4.b Augmenter considérablement à l'échelle mondiale le nombre de bourses d'études offertes aux pays en développement, en particulier aux pays les moins avancés.

4.c Accroître considérablement le nombre d'enseignants qualifiés, surtout dans les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement.

ODD 5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

5.1 Mettre fin, dans le monde entier, à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles.

5.2 Éliminer de la vie publique et de la vie privée toutes les formes de violence faite aux femmes et aux filles, y compris la traite et l'exploitation sexuelle et d'autres types d'exploitation.

5.3 Éliminer toutes les pratiques préjudiciables, telles que le mariage des enfants, le mariage précoce ou forcé et la mutilation génitale féminine.

5.6. Assurer l'accès de tous aux soins de santé sexuelle et procréative et faire en sorte que chacun puisse exercer ses droits en matière de procréation

5.b Renforcer l'utilisation des technologies clefs, en particulier l'informatique et les communications, pour promouvoir l'autonomisation des femmes.

ODD 7 Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

7.2 Accroître nettement la part de l'énergie renouvelable dans le bouquet énergétique mondial d'ici à 2030.

ODD 8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous

8.5 Parvenir au plein emploi productif et garantir à toutes les femmes et à tous les hommes, y compris les jeunes et les personnes handicapées, un travail décent et un salaire égal pour un travail de valeur égale.

en de waardering van culturele diversiteit en van de bijdrage van de cultuur tot de duurzame ontwikkeling

4.a Bouwen en verbeteren van onderwijsfaciliteiten die aandacht hebben voor kinderen, mensen met een beperking en gendergelijkheid en die een veilige, geweldloze, inclusieve en doeltreffende leeromgeving bieden voor iedereen

4.b Het aantal studiebeurzen wereldwijd en substantieel verhogen dat beschikbaar is voor ontwikkelingslanden, in het bijzonder de minst ontwikkelde landen

4.c Op aanzienlijke wijze de toevloed verhogen van gekwalificeerde leraren in het bijzonder in de minst ontwikkelde landen en de kleine eilandstaten

SDG 5 Bereik gendergelijkheid en empowerment voor alle vrouwen en meisjes

5.1. Een einde maken aan alle vormen van discriminatie jegens vrouwen en meisjes, overal

5.2. Alle vormen van geweld tegen vrouwen en meisjes in de openbare en de privésfeer uitroeien, ook inzake vrouwenhandel en seksuele en andere soorten uitbuiting

5.3. Uit de wereld helpen van alle schadelijke praktijken, zoals kind-, vroege en gedwongen huwelijken en vrouwelijke genitale verminking

5.6. Verzekeren van universele toegang tot seksuele en reproductieve gezondheids- en reproductieve rechten

5.b Het gebruik doen toenemen van innovatieve technologie, in het bijzonder de informatie- en communicatietechnologie, om te komen tot een grotere empowerment van vrouwen

SDG 7 Verzekeren toegang tot betaalbare, betrouwbare, duurzame en moderne energie voor iedereen

7.2. Tegen 2030 in aanzienlijke mate het aandeel hernieuwbare energie in de globale energiemix verhogen

SDG 8 Bevorder aanhoudende, inclusieve en duurzame economische groei, volledige en productieve tewerkstelling en waardig werk voor iedereen

8.5. Komen tot een volledige en productieve tewerkstelling en waardig werk voor alle vrouwen en mannen, ook voor jonge mensen en personen met een handicap, alsook een gelijk loon voor werk van gelijke waarde

8.6 Réduire considérablement la proportion de jeunes non scolarisés et sans emploi ni formation.

8.8 Défendre les droits des travailleurs, promouvoir la sécurité sur le lieu de travail et assurer la protection de tous les travailleurs, y compris les migrants, en particulier les femmes, et ceux qui ont un emploi précaire.

8.10 Renforcer la capacité des institutions financières nationales de favoriser et généraliser l'accès de tous aux services bancaires et financiers et aux services d'assurance.

ODD 10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

10.2 Autonomiser toutes les personnes et favoriser leur intégration sociale, économique et politique, indépendamment de leur âge, de leur sexe, de leur handicap, de leur race, de leur appartenance ethnique, de leurs origines, de leur religion ou de leur statut économique ou autre.

10.7 Faciliter la migration et la mobilité de façon ordonnée, sans danger, régulière et responsable, notamment par la mise en œuvre de politiques de migration planifiées et bien gérées.

ODD 13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

13.1 Renforcer, dans tous les pays, la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat.

13.2 Incorporer des mesures relatives aux changements climatiques dans les politiques, les stratégies et la planification nationales.

13.3 Améliorer l'éducation, la sensibilisation et les capacités individuelles et institutionnelles en ce qui concerne l'adaptation aux changements climatiques, l'atténuation de leurs effets et la réduction de leur impact et les systèmes d'alerte rapide.

13.a Mettre en œuvre l'engagement que les pays développés parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ont pris de mobiliser ensemble auprès de multiples sources 100 milliards de dollars des États-Unis par an d'ici à 2020 pour répondre aux besoins des pays en développement en ce qui concerne les mesures concrètes d'atténuation et la transparence de leur mise en œuvre et rendre le

8.6. Het aandeel aanzienlijk terugschroeven van jongeren die niet aan het werk zijn, geen onderwijs volgen en niet met een opleiding bezig zijn

8.8. De arbeidsrechten beschermen en veilige en gezonde werkomgevingen bevorderen voor alle werknemers, met inbegrip van migrantenarbeiders, in het bijzonder vrouwelijke migranten, en zij die zich in precare werkomstandigheden bevinden

8.10. Versterken van de mogelijkheden van de plaatselijke financiële instellingen om toegang tot het bankwezen, de verzekeringen en financiële diensten voor allen aan te moedigen

SDG 10 Dring ongelijkheid in en tussen landen terug

10.2. De sociale, economische en politieke inclusie van iedereen mogelijk maken en bevorderen, ongeacht leeftijd, geslacht, handicap, ras, etniciteit, herkomst, godsdienst of economische of andere status

10.7. Ordelijke, veilige en verantwoorde migratie en mobiliteit van mensen faciliteren, onder meer door de uitvoering van een gepland en goed beheerd migratiebeleid

SDG 13 Neem dringend actie om de klimaatverandering en haar impact te bestrijden

13.1. De veerkracht en het aanpassingsvermogen versterken van met klimaat in verband te brengen gevaren en natuurrampen in alle landen

13.2. Maatregelen inzake klimaatverandering integreren in nationale beleidslijnen, strategieën en planning.

13.3. De opvoeding, bewustwording en de menselijke en institutionele capaciteit verbeteren met betrekking tot mitigatie, adaptatie, impactvermindering en vroegtijdige waarschuwing inzake klimaatverandering.

13.a. De verbintenis uitvoeren die door de ontwikkelde landen in het kader van het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake Klimaatverandering genomen werd omtrent de doelstelling om tegen 2020 gezamenlijk jaarlijks \$ 100 miljard bijeen te brengen uit allerlei bronnen, om tegemoet te komen aan de behoeften van de ontwikkelingslanden in de context van aanzienlijke mitigatieacties en van transparantie inzake implementatie,

Fonds vert pour le climat pleinement opérationnel en le dotant dans les plus brefs délais des moyens financiers nécessaires.

13.b Promouvoir des mécanismes de renforcement des capacités afin que les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement se dotent de moyens efficaces de planification et de gestion pour faire face aux changements climatiques, l'accent étant mis notamment sur les femmes, les jeunes, la population locale et les groupes marginalisés.

ODD 15 Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

15.1 garantir la préservation, la restauration et l'exploitation durable des écosystèmes terrestres et des écosystèmes d'eau douce et des services connexes, en particulier les forêts, les zones humides, les montagnes et les zones arides, conformément aux obligations découlant des accords internationaux.

15.2 Promouvoir la gestion durable de tous les types de forêt, mettre un terme à la déforestation, restaurer les forêts dégradées et accroître considérablement le boisement et le reboisement au niveau mondial.

15.3 Lutter contre la désertification, restaurer les terres et sols dégradés, notamment les terres touchées par la désertification, la sécheresse et les inondations, et s'efforcer de parvenir à un monde neutre en matière de dégradation des terres.

15.5 Prendre d'urgence des mesures énergiques pour réduire la dégradation du milieu naturel, mettre un terme à l'appauvrissement de la biodiversité et protéger les espèces menacées et prévenir leur extinction.

15.9 Intégrer les valeurs des écosystèmes et de la biodiversité dans la planification nationale et locale, dans les mécanismes de développement et dans les stratégies de réduction de la pauvreté.

ODD 16 Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous.

16.6. Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux

en om door deze kapitalisatie het Groene Klimaatfonds zo snel mogelijk volledig operationeel te maken.

13.b Mechanismen promoten om de capaciteit te vergroten in het kader van doeltreffende aan klimaatverandering gekoppelde planning en beheer in de minst ontwikkelde landen en de kleine eilandstaten in ontwikkeling, waarbij ook wordt gefocust op vrouwen, jongeren en lokale en gemarginaliseerde gemeenschappen

SDG 15 Bescherm, herstel en bevorder het duurzaam gebruik van ecosystemen op het vasteland, beheer bossen duurzaam, bestrijd woestijnvorming, stop landdegradatie en draai het terug en roep het verlies aan biodiversiteit een halt toe.

15.1 Het behoud, herstel en het duurzaam gebruik van terrestrische en inlandse zoetwaterecosystemen en hun diensten waarborgen, in het bijzonder bossen, moeraslanden, bergen en droge gebieden, in lijn met de verplichtingen van de internationale overeenkomsten.

15.2 De implementatie bevorderen van het duurzaam beheer van alle soorten bossen, de ontbossing een halt toeroepen, verloederde bossen herstellen en op duurzame manier bebossing en herbebossing mondiaal opvoeren.

15.3 De woestijnvorming tegengaan, aangetast land en gedegradeerde bodem herstellen, ook land dat wordt aangetast door woestijnvorming, droogte en overstromingen, en streven naar een wereld die qua landdegradatie neutraal is.

15.5 Dringende en doortastende actie ondernemen om de aftakeling in te perken van natuurlijke leefgebieden, het verlies van biodiversiteit een halt toe te roepen en de met uitsterven bedreigde soorten te beschermen en hun uitsterven te voorkomen.

15.9 Ecosysteem- en biodiversiteitswaarden integreren in nationale en plaatselijke planning, ontwikkelingsprocessen, strategieën en plannen inzake armoedebestrijding.

SDG 16 Bevorder vreedzame en inclusieve samenlevingen met het oog op duurzame ontwikkeling, verzeker toegang tot justitie voor iedereen en bouw op alle niveaus doeltreffende, verantwoordelijke en toegankelijke instellingen uit

16.6. Doeltreffende, verantwoordelijke en transparante instellingen ontwikkelen op alle niveaus

ODD 17 Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement et le revitaliser

17.1 Améliorer, notamment grâce à l'aide internationale aux pays en développement, la mobilisation de ressources nationales en vue de renforcer les capacités nationales de collecte de l'impôt et d'autres recettes.

17.2. Faire en sorte que les pays développés honorent tous leurs engagements en matière d'aide publique au développement, notamment celui pris par nombre d'entre eux de consacrer 0,7 % de leur revenu national brut à l'aide aux pays en développement (APD/PNB) et entre 0,15 % et 0,20 % à l'aide aux pays les moins avancés

...

17.4 Aider les pays en développement à assurer la viabilité à long terme de leur dette au moyen de politiques concertées visant à favoriser le financement de la dette, son allègement ou sa restructuration, selon le cas, et réduire le surendettement en réglant le problème de la dette extérieure des pays pauvres très endettés.

17.5 Adopter et mettre en œuvre des dispositifs visant à encourager l'investissement en faveur des pays les moins avancés.

17.14. Renforcer la cohérence des politiques de développement durable

SDG 17 Versterk de implementatiemiddelen en revitaliseer het wereldwijd partnerschap voor duurzame ontwikkeling

17.1. Versterken van de binnenlandse middelenmobilisatie (DRM), ook via internationale steun aan ontwikkelingslanden, om de binnenlandse capaciteit te verbeteren voor het innen van belastingen en andere inkomsten

17.2. Ontwikkelde landen dienen ten volle hun verbintenissen aangaande officiële ontwikkelingshulp te implementeren, waaronder ook de verbintenis van vele ontwikkelde landen om 0,7 % van het bruto nationaal inkomen te besteden aan officiële ontwikkelingshulp voor ontwikkelingslanden (ODA/GNI) en 0,15 % tot 0,20 % ontwikkelingshulp aan de minst ontwikkelde landen

17.3 Bijkomende financiële middelen voor ontwikkelingslanden mobiliseren vanuit verschillende bronnen.

17.4. Ontwikkelingslanden bijstaan in hun streven naar schuldhoudbaarheid op lange termijn via gecoördineerde beleidslijnen waarbij aandacht wordt besteed aan het aanmoedigen van de schuldfinanciering, de schuldverlichting en de schuldherstructurering, indien van toepassing, en de externe schuld aanpakken van arme landen met een grote schuldenlast om hun schulden crisis in te perken

17.5. Regelingen goedkeuren en uitvoeren die investeringen in de minst ontwikkelde landen moeten bevorderen

17.14. Beleidscoherentie voor duurzame ontwikkeling versterken